

Document:	<u>EB 2008/95/R.14</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>9 d)</u>
Date:	<u>21 Novembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République d'Indonésie

Programme d'options stratégiques pour le pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Youqiong Wang

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2076
courriel: y.wang@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	4
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	7
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	7
B. Enseignements tirés	9
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	10
A. Avantage comparatif du FIDA	10
B. Objectifs stratégiques	11
C. Perspectives d'innovation	14
D. Stratégie de ciblage	14
E. Articulation au niveau des politiques	14
V. Gestion du programme	15
A. Gestion du COSOP	15
B. Gestion du programme de pays	15
C. Partenariats	16
D. Gestion des savoirs et communication	17
E. Cadre de financement SAFF	17
F. Risques et gestion des risques	18
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	
II. Country economic background (Situation économique du pays)	
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	
V. CPE agreement at completion point (Accord conclusif de l'EPP)	
VI. Project Pipeline (Réserve de projets)	

Dossiers clés

**Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues
(Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)**

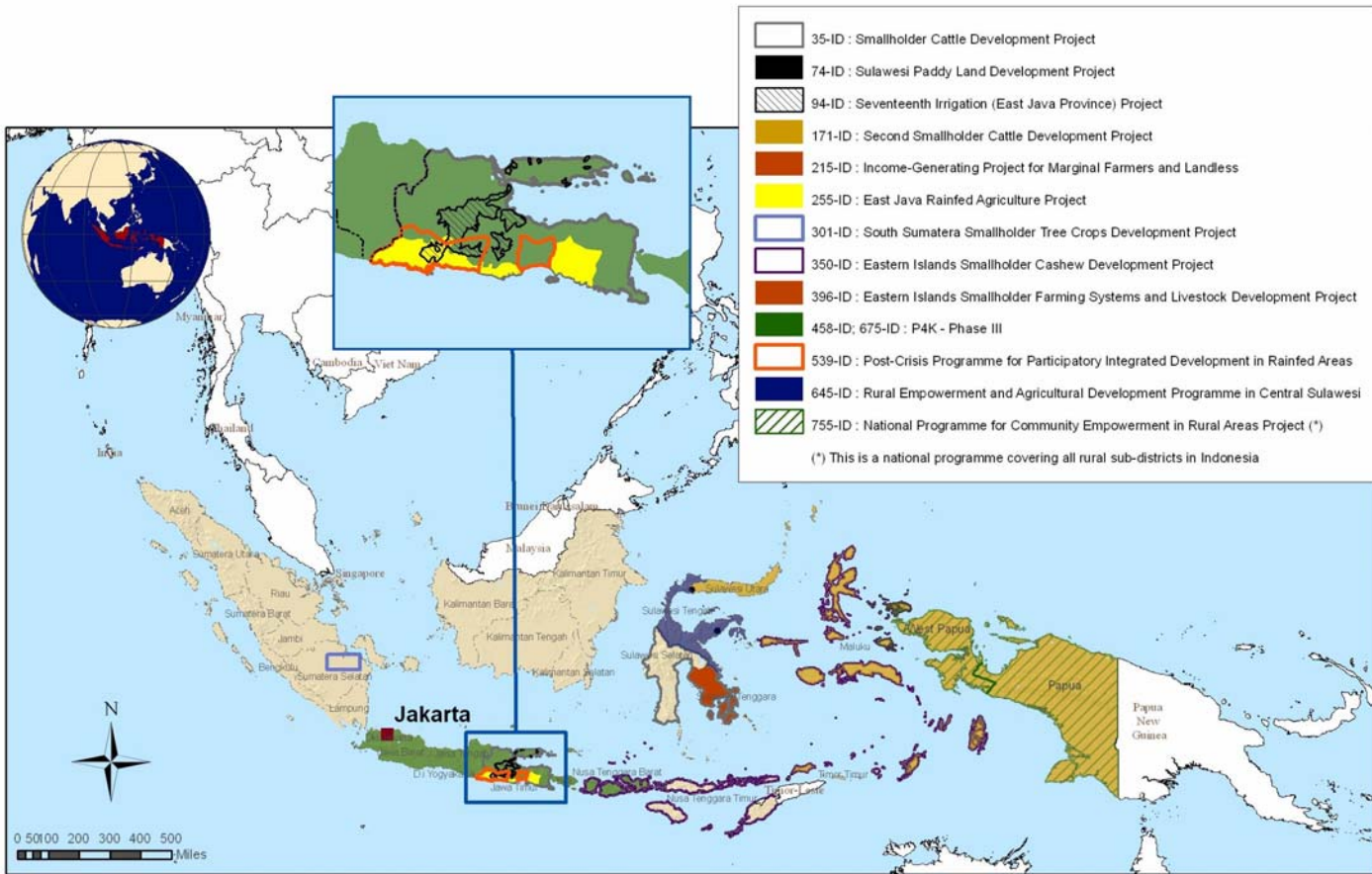
**Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)
(Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])**

**Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential
(Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)**

**Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response
(Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)**

Sigles et acronymes

BAPPENAS	Agence nationale de planification du développement
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
IFI	Institution financière internationale
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
PAR	Projet à risque
PDMT	Plan de développement à moyen terme
PIB	Produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
RNB	Revenu national brut
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
S&E	Suivi et évaluation
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. **Introduction.** Le FIDA a lancé à la fin de 2007 un processus d'examen afin d'élaborer pour la République d'Indonésie un nouveau programme d'options stratégiques axé sur les résultats couvrant la période quinquennale 2009-2013.
2. **Pauvreté rurale.** En 2007, 23,6 millions d'Indonésiens vivaient en dessous du seuil de pauvreté dans les zones rurales, soit un million de moins qu'en 1996. Le taux global de pauvreté du pays masque le grand nombre de personnes "presque pauvres" qui se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté du pays et risquent de basculer dans la pauvreté. Alors que l'Indonésie avance à grand pas sur la voie de la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1), il est indispensable que les stratégies de réduction de la pauvreté s'attachent à obtenir une hausse des revenus des pauvres, mais aussi de ceux qui vivent à la limite de la pauvreté. De plus en plus, c'est dans la catégorie des ménages agricoles que l'incidence de la pauvreté est la plus forte: il est donc également nécessaire de s'employer à relever le taux de croissance du secteur agricole et à accroître les revenus des ruraux pauvres. En outre, il convient d'orienter un volume plus important des investissements et de l'aide au développement vers les régions les plus pauvres du pays.
3. **L'avantage comparatif du FIDA** tient à la souplesse avec laquelle il s'attaque aux questions de pauvreté en tenant compte des particularités de la situation locale et à l'approche ciblée qu'il adopte à l'égard de la réduction de la pauvreté rurale, qui privilégie l'autonomisation des communautés et le développement économique des petits paysans, des hommes et femmes pauvres des campagnes et des autres groupes marginalisés.
4. **Objectifs stratégiques.** Afin d'aider le gouvernement à réaliser ses objectifs à moyen terme, à mettre en œuvre sa vision à plus long terme de la réduction de la pauvreté rurale et à atteindre les OMD, le but que poursuit le FIDA en Indonésie consiste à donner aux hommes et femmes pauvres qui vivent dans les zones rurales visées par ses interventions les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire, d'accroître leurs revenus et de réduire leur pauvreté. Dorénavant, l'aide apportée par le FIDA à l'Indonésie s'attachera à développer l'agriculture paysanne afin de réduire la pauvreté rurale, de renforcer la compétitivité des petits paysans et des producteurs, de stimuler la croissance de l'économie rurale et de s'attaquer aux facteurs essentiels de pauvreté dans le contexte local, tout en tirant parti des possibilités de créer des partenariats et de dégager des synergies. À cet effet, les objectifs stratégiques du COSOP sont définis comme suit: i) élargir l'accès des populations rurales pauvres aux actifs productifs, aux technologies utiles et aux services d'appui à la production afin de stimuler la productivité agricole et extra-agricole; ii) améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux infrastructures, aux marchés d'intrants et de produits et aux services financiers; et iii) renforcer les capacités des populations rurales pauvres à participer aux processus locaux d'élaboration des politiques et de programmation.
5. **Stratégie de ciblage.** L'assistance du FIDA aura pour cible: i) les ménages ruraux pauvres qui n'ont accès qu'à de petites parcelles de terrain, ne disposent pas d'autres actifs productifs en quantité suffisante et ont des perspectives d'emploi agricole limitées. En règle générale, les membres de ce groupe vivent dans l'insécurité alimentaire, et ils sont parfois endettés; et ii) les minorités ethniques et les autres groupes marginalisés. L'intervention du FIDA ciblera les zones dont les caractéristiques sont les suivantes: i) forte incidence de la pauvreté rurale et retard important dans la réalisation des OMD; ii) grand nombre de ménages ruraux pauvres; iii) potentiel d'amélioration de la productivité agricole et d'élaboration de partenariats stratégiques avec d'autres intervenants; et iv) aucun programme de développement agricole et rurale important en cours bénéficiant d'une aide

extérieure. Les projets d'investissement qui seront mis en œuvre dans le cadre du nouveau programme de pays adopteront une méthode de ciblage géographique et privilégieront les pauvres, les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les minorités ethniques vivant dans des régions non irriguées, des zones de montagne et d'autres régions marginalisées de la partie orientale de l'Indonésie, qui se caractérisent par une forte incidence de la pauvreté rurale.

République d'Indonésie

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le FIDA a engagé à la fin de 2007 un processus d'examen afin d'élaborer pour la République d'Indonésie un nouveau programme d'options stratégiques (COSOP) axé sur les résultats qui couvrira la période quinquennale 2009-2013. Ce COSOP a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif et consultatif.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

2. Le territoire de l'Indonésie couvre 1,86 million de km² répartis sur plus de 17 000 îles dont 6 000 sont habitées. Le pays, qui comptait 222,2 millions d'habitants en 2006, se classe au quatrième rang mondial par sa population. Celle-ci s'est accrue au rythme de 1,34% par an entre 2000 et 2006. En 2005, 48% de la population vivaient en zones urbaines. L'Indonésie qui se caractérise par une économie de marché bien diversifiée, disposait en 2006 d'un revenu national brut (RNB) par habitant de 1 420 USD. Entre 2003 et 2006, la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est établie à environ 6% par an en moyenne (entre 5,7 et 6,8%). Ces dernières années, les services et le bâtiment constituent le principal moteur de la croissance. En 2006, l'industrie représentait environ 40% du PIB; l'agriculture 13% et les services 47%. La même année, le pétrole et le gaz représentaient 21% des exportations, dont les produits manufacturés constituent la part la plus importante. Au total, la dette extérieure s'établissait à 55% du RNB en 2005, contre 113% du PIB en 1999. Les versements au titre du service de la dette ont diminué, puisqu'ils représentaient 22% des exportations de biens et services en 2004 contre 30% en 1999. En 2003, les réserves de change étaient équivalentes à environ huit mois d'importation et de versements au titre du service de la dette, et ce chiffre devrait s'établir à 7,4 mois en 2008. Le déficit du budget de l'État était équivalent à 1,1% du PIB en 2004. En décembre 2007, l'inflation annuelle atteignait 6,6%. Les perspectives de l'économie sont prometteuses: la production augmente à un rythme soutenu, tandis que la progression rapide de la consommation des ménages tire la croissance économique; la situation du compte des opérations avec l'étranger est solide, le taux de change s'est stabilisé et les finances publiques s'améliorent. Les risques suivants pourraient compromettre ces perspectives: inefficacité des mesures prises en matière de réformes structurelles; insuffisance des investissements dans les infrastructures; incapacité des collectivités régionales à mettre en œuvre des programmes de développement; et augmentation des prix des denrées alimentaires, susceptible d'engendrer une agitation sociale. Les autorités des provinces et des districts ont des difficultés à tirer pleinement parti de la politique de décentralisation menée par le gouvernement, essentiellement en raison de leur forte dépendance à l'égard des subventions de l'État central, qui représentent 70% du montant total de leurs recettes, et du fait de leurs dépenses de fonctionnement, qui absorbent en moyenne 60% du budget total. Le moment venu, il serait opportun d'entreprendre une analyse de l'état de préparation et de la capacité de résistance de l'économie face à la crise financière mondiale qui sévit aujourd'hui et de son impact potentiel sur les ruraux pauvres.

Agriculture et pauvreté rurale

3. **Le secteur agricole.** Bien que le secteur agricole indonésien continue à croître (au rythme de 3,5% en 2007), sa part dans l'économie globale est passée de 41% du

PIB en 1970 à environ 13% en 2006. L'agriculture reste cependant le premier secteur de l'économie sur le plan de l'emploi, puisqu'elle occupait 43% des actifs en 2006, ce qui dénote la faiblesse relative de la productivité du travail dans ce secteur. Le principal changement intervenu dans la structure du secteur agricole est le recul de la part des cultures vivrières, qui ne représentait plus que 50% du PIB en 2006, contre 61% en 1970, tandis que la part de la pêche et de l'élevage est en augmentation. Toujours en 2006, les cultures de rapport représentaient 15% du PIB du secteur et la sylviculture 7%. La même année, les produits agricoles (caoutchouc, huile de palme, crevettes, café, copra, cacao et produits de l'élevage notamment) représentaient 12% du total des exportations. En 2005, les cultures de rapport (huile de palme, cacao, caoutchouc, etc.) étaient l'activité qui occupait la surface la plus importante, soit plus de 18,5 millions d'hectares (25%), ce qui s'explique en partie par la politique de diversification des cultures menée par le gouvernement au milieu des années 80, qui s'est traduite par un accroissement de 10 millions d'hectares des surfaces dévolues aux cultures de rapport entre 1980 et 2000. Les autres grandes catégories d'utilisation des terres sont la riziculture aquatique, qui occupe 7,9 millions d'hectares (11%), sur lesquels 4,7 millions d'hectares bénéficient d'une irrigation sous une forme ou sous une autre; les cultures non irriguées et l'horticulture utilisent 10,8 millions d'hectares (14%); et les terrains boisés ou marécageux 13,6 millions d'hectares (18%). Les jachères temporaires occupent 11,3 millions d'hectares (15%), les cultures itinérantes, 3,8 millions d'hectares (5%), et les prairies, 2,4 millions d'hectares (3%).

4. En dépit du recul sensible de la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB et de la relative faiblesse de la productivité, la valeur ajoutée par actif agricole a progressé, passant d'environ 450 USD en 1970 à plus de 700 USD en 2000 (en prix 1995). Toutefois, la quasi-totalité des hausses de productivité ont été enregistrées entre 1968 et 1992. Depuis le milieu des années 90, l'expansion de l'agriculture dépend de nouveau presque exclusivement de la mise en culture de nouvelles terres. Dans la mesure où les surfaces adaptées à la culture non encore exploitées sont limitées, le développement de l'économie rurale exige de procéder d'urgence à des investissements pour stimuler la productivité agricole et d'apporter une aide dans le domaine de la recherche et de la vulgarisation agricoles, des infrastructures rurales, de l'éducation, de la santé et des marchés.
5. L'Indonésie est à la merci des effets du changement climatique. Le pays n'échappera probablement pas à des périodes de sécheresse prolongées et à la multiplication des épisodes météorologiques extrêmes, par exemple sous forme de fortes précipitations provoquant des inondations de grande ampleur. L'archipel indonésien comptant plus de 17 000 îles, le pays risque également de subir les conséquences de l'élévation du niveau des mers. Ces perturbations affecteront l'agriculture, la pêche et la sylviculture, au détriment de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence de la population rurale, et en particulier des ruraux pauvres. Le Ministère de l'environnement a élaboré un projet de plan national d'action en vue d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter. Les interventions prioritaires sont notamment l'amélioration de l'aménagement des bassins versants, la maîtrise et le drainage des eaux dans les zones irriguées, la préparation aux catastrophes, la protection des côtes et la promotion de l'agriculture intégrée au niveau des ménages. Les autres mesures ont trait aux techniques semencières, aux pratiques agricoles et à la production de biogaz.
6. **Pauvreté rurale.** L'Indonésie est classée au 47^{ème} sur les 108 pays en développement selon l'indice de pauvreté humaine de l'édition 2007 du Rapport mondial sur le développement humain publié par le Programme des Nations Unies pour le développement. En 2007, 23,6 millions d'Indonésiens vivaient en dessous du seuil de pauvreté (ce qui représente 20% de la population rurale et 11% de la population totale)¹, soit 1 million de moins qu'en 1996. Le taux global de pauvreté

¹ *Making the New Indonesia Work for the Poor*, Banque mondiale, 2006.

du pays masque un grand nombre de personnes "presque pauvres" qui vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté du pays et sont susceptibles de basculer dans la pauvreté. En 2004, environ 29% de la population totale vivait au-dessus du seuil de pauvreté du pays, mais avec moins de 2 USD par jour. Compte tenu de ce qui précède, il est nécessaire que les stratégies de réduction de la pauvreté s'attachent à accroître les revenus des groupes de population pauvres et «presque pauvres».

7. La pauvreté non monétaire reste un problème préoccupant, en dépit des améliorations récemment intervenues dans le secteur de la santé et de l'éducation; on constate des taux de malnutrition infantile et de mortalité maternelle élevés, les résultats en matière d'éducation sont faibles, et l'accès à une eau salubre et à l'assainissement est insuffisant. C'est dans les îles orientales que l'incidence de la pauvreté est la plus forte. Le secteur agricole est celui qui compte le plus de ménages pauvres; en effet, près des deux tiers des ménages pauvres exercent une activité agricole. Les études montrent que la pauvreté affecte 2,1 fois plus les ménages qui travaillent dans l'agriculture informelle que ceux qui travaillent dans d'autres secteurs. En zone rurale, les plus pauvres sont généralement des travailleurs agricoles qui exploitent des terres pour le compte de tiers, ou des petits paysans qui exploitent des parcelles minuscules (moins de 0,5 hectare). Le niveau d'inégalité monétaire est faible, avec un coefficient Gini de 0,35 en 2005, et l'inégalité est moins marquée dans les zones rurales et le secteur agricole qu'en zone urbaine.
8. En 2007, l'Indonésie a obtenu un score de 0,721 selon l'indicateur sexospécifique du développement humain, ce qui la classe en 94^{ème} position sur 157 pays. La proportion de femmes actives est élevée, mais les femmes gagnent moins que les hommes, qu'elles soient employées dans le secteur structuré ou dans le secteur informel. Pour les femmes pauvres, la charge de travail est souvent physiquement trop lourde, car elles doivent faire la corvée d'eau, travailler aux champs, s'occuper de leur ménage et de l'élevage de petits animaux. Les ménages pauvres dont le chef de famille est une femme risquent plus de subir les conséquences d'un choc que les autres catégories de ménage. En dépit du rôle important que jouent les femmes dans la production agricole, la plupart des vulgarisateurs rémunérés par l'État sont des hommes. Les femmes sont souvent exclues des processus de décision au sein des familles et des communautés. Elles occupent 11% des postes ministériels et 11% des sièges au parlement.
9. L'Indonésie progresse sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)². Le pays a atteint le premier OMD – celui qui consiste à réduire de moitié le nombre de ceux qui vivent avec moins de 1 USD par jour – la proportion de personnes en situation de pauvreté extrême étant passée de 20,6% en 1990 à 7,5% en 2006³. En dépit des progrès encourageants réalisés par l'Indonésie en la matière, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent encore s'employer à accroître les revenus des pauvres et des «presque pauvres». Par ailleurs, puisque, de plus en plus, c'est dans la catégorie des ménages agricoles que l'incidence de la pauvreté est la plus forte, il est d'autant plus important d'obtenir une nette augmentation de la croissance du secteur agricole et d'améliorer les revenus de la population rurale. De surcroît, il est nécessaire d'intensifier les investissements et l'aide au développement en faveur des régions les plus pauvres du pays.
10. L'objectif qui consiste à réduire de 35,5% à 17,8% la malnutrition des enfants de moins de 5 ans devrait être réalisable, bien que l'incidence de la malnutrition stagne aux alentours de 27 à 28% ces dernières années. En ce qui concerne

² Rapport de synthèse, Objectifs du Millénaire pour le développement, Indonésie, décembre 2007.

³ Si on se base sur le seuil de pauvreté nationale de l'Indonésie, compte tenu du fait que 14,4% de la population rurale vivait en dessous de ce seuil en 1990, l'objectif à atteindre d'ici à 2015 serait un taux de 7,2%. Toutefois, en raison d'un changement dans les méthodes employées, la comparaison des chiffres antérieurs à 1996 avec les chiffres postérieurs à 1996 pose problème, et par conséquent cet objectif perd une partie de son sens.

l'éducation, le ratio actuel de scolarisation des filles par rapport aux garçons devrait permettre à l'Indonésie d'atteindre le troisième OMD bien avant 2015. Dans le même ordre d'idée, le taux d'alphabétisation des femmes est d'ores et déjà proche de celui des hommes, et par conséquent cet OMD est réalisable. En ce qui concerne l'eau de boisson et l'assainissement, les objectifs doivent être réalisables, compte tenu des progrès récemment accomplis. En revanche, il est peu probable que l'Indonésie parvienne à réaliser le septième OMD, qui consiste à inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales, car la superficie des forêts n'a fait que reculer depuis 1990.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

11. L'Indonésie a engagé un **programme de décentralisation** en 2001. Dans ce cadre, une part considérable des compétences en matière de dépenses publiques et de services publics a été transférée aux 484 collectivités locales élues⁴ (33 provinces et 451 districts et communes), afin d'améliorer la capacité des services de l'État à répondre aux besoins de la population. Sous l'effet de la décentralisation, les services centraux sont dans une large mesure passés d'un rôle de mise en œuvre à un rôle de mise en place d'un environnement porteur sur le plan juridique et sur celui des politiques, afin de permettre aux collectivités locales de prendre la direction des opérations et de déterminer et mettre en œuvre leurs propres priorités de développement. Selon l'évaluation de la gouvernance en Indonésie réalisée en 2004 par la Banque asiatique de développement (BAsD), la population considère que les services se sont globalement améliorés depuis la décentralisation. Toutefois, un certain nombre de difficultés demeurent, notamment le manque de clarté du cadre juridique de la décentralisation, le décalage entre les normes de qualité des services publics telles qu'elles ont été établies et les moyens que le gouvernement a attribués pour les atteindre, la forte dépendance des collectivités régionales à l'égard des crédits de l'État central; les capacités limitées des collectivités locales, en particulier en ce qui concerne les services; et le manque d'informations des collectivités locales en ce qui concerne les plans de développement, les allocations budgétaires et les droits d'accès aux services sociaux. Le transfert de l'État central aux collectivités régionales des ressources provenant des prêts et des dons accordés par les institutions financières internationales se heurte à un certain nombre de difficultés et de blocages de nature opérationnelle et procédurale.
12. Le rôle de l'Agence nationale de planification du développement (BAPPENAS) consiste à formuler la stratégie et les programmes de développement à court et moyen termes et à coordonner l'aide extérieure au développement. Le Ministère des finances, en qualité de représentant de l'emprunteur, assure l'affectation des crédits provenant de l'étranger⁵. Le ministère coordonnateur pour le bien-être de la population a pour mission d'aider le Président à coordonner l'action des ministères et des services concernés en ce qui concerne la planification et la formulation des politiques, et de synchroniser et de superviser la mise en œuvre des mesures ayant trait au bien-être de la population et à la réduction de la pauvreté. Le Ministère de l'agriculture dispose d'une large gamme de compétences techniques, mais il n'est pas responsable de certains domaines essentiels, par exemple la sylviculture, la pêche et l'administration foncière. Le **Ministère des affaires maritimes et de la pêche** et le **Ministère des forêts** ont un large éventail de compétences techniques et administratives, et leurs fonctions en matière de politiques, de réglementation, de conseil, de coordination et de suivi sont en pleine mutation.

⁴ La Papouasie, la Papouasie occidentale et Atjeh ont un statut spécial qui leur confère une plus large autonomie.

⁵ En 2006, le Ministère des finances a introduit deux règlements (52/PMK.10/2006 et 53/PMK.10/2006) régissant les modalités et conditions dans lesquelles les prêts étrangers sont transmis au *kabupatens*. Le règlement PMK 52 fixe les règles qui gouvernent l'attribution des dons aux régions, tandis que le règlement PMK 53 régit la rétrocession des prêts aux régions. Le règlement PP2/2006 décrit la procédure à suivre pour solliciter, évaluer, négocier et affecter les prêts étrangers, tandis que le décret 5/2006 de la BAPPENAS établit les principes à suivre en matière d'exécution.

13. La Direction générale pour l'autonomisation des villages et des communautés du **Ministère de l'intérieur** a pour mission de renforcer l'autonomie des populations rurales pauvres et de leurs institutions en vue d'améliorer leurs conditions d'existence, et d'assurer la coordination des programmes locaux d'autonomisation des communautés par le canal des collectivités locales. Le **Ministère des affaires étrangères** est chargé des questions de politiques extérieures, et il joue un rôle important dans l'obtention des prêts et dons accordés par l'étranger. Le **Ministère chargé du développement des régions défavorisées** élabore les mesures en la matière et se charge de coordonner et d'appuyer le développement des régions pauvres et défavorisées. Le **Conseil de surveillance des affaires financières et du développement** agit en qualité d'auditeur interne des comptes de l'État, et il est indépendant des autres services de l'État.
14. L'**Agence nationale pour l'administration des terres** est responsable de l'administration des droits fonciers tels qu'ils sont établis dans la loi agraire adoptée en 1960 et les réglementations ultérieures, et elle est chargée de délivrer les titres de propriété. L'Agence nationale indonésienne pour la logistique a principalement pour mission de garantir la sécurité alimentaire en stabilisant le prix du riz et les stocks de riz au niveau du consommateur et du producteur afin d'assurer un approvisionnement alimentaire suffisant dans toutes les régions d'Indonésie.
15. **Les autorités provinciales** assurent la coordination de la planification régionale en ce qui concerne l'élaboration, la mise en œuvre et la conduite des programmes ainsi que le suivi et l'évaluation (S&E).
16. **Districts et sous-districts.** Sous l'effet de la décentralisation, les compétences des *kabupatens* – l'échelon du district – couvrent désormais tous les aspects du gouvernement excepté la défense, les affaires étrangères, la politique monétaire et budgétaire et la forêt et les affaires religieuses. Les *kabupatens* sont en prise sur la situation et les difficultés locales, mais ils ne disposent ni des capacités nécessaires pour assumer leurs nouvelles fonctions, ni de sources locales de recettes. L'essentiel de leurs recettes dépend donc du gouvernement central. Les **administrations villageoises**, qui ont un statut juridique, se composent d'un chef de village, un secrétaire, quatre chefs de section et un conseil. En l'état actuel des choses, les membres du conseil de village sont nommés et non élus. Souvent, les membres du conseil et l'administration ne disposent pas des connaissances, des compétences et de la formation nécessaires pour assumer leurs tâches. En proportion, les femmes participent moins que les hommes à l'administration des villages.
17. Il existe aussi à l'échelon des villages toute une série d'organisations informelles dépourvues de statut juridique qui répondent aux besoins spécifiques des communautés. Il n'est pas rare que les projets de développement financés par les pouvoirs publics, des ONG ou des donateurs mettent en place des groupes d'entraide ou des groupes de microfinance, mais ces derniers tombent souvent en sommeil une fois le projet achevé. Les **ONG** sont un élément important de la société civile en Indonésie. La plupart des ONG en activité sont basées dans la capitale de la province ou du *kabupaten* et dépendent des donateurs pour leur financement.
- La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**
18. Le **document de stratégie pour la réduction de la pauvreté** (DSRP) prend acte du caractère pluridimensionnel de la pauvreté et le diagnostic établi fait état des disparités entre les régions et entre zones urbaines et zones rurales, ainsi que des difficultés en ce qui concerne la situation des femmes. Cette stratégie a pour ambition de s'attaquer aux difficultés auxquelles sont confrontés non seulement ceux qui sont déjà pauvres, mais également ceux dont la situation est fragile et qui risquent de le devenir. L'approche fondée sur les droits mise en avant dans le DSRP occupe une place centrale dans le **Plan de développement à moyen terme**

(PDMT) pour la période 2004-2009. La stratégie de réduction de la pauvreté actuellement en vigueur regroupe les programmes de réduction de la pauvreté établis par le gouvernement en trois catégories: i) programmes de protection sociale (*bantuan sosial*); ii) autonomisation des communautés (programme national de réduction de la pauvreté élaboré par le gouvernement [PNPM – Mandiri]); et iii) renforcement de l'autonomie matérielle des communautés moyennant le développement de la microentreprise. Le PDMT fixe un objectif de croissance économique de 6 à 7% par an. L'amélioration de la prospérité de la population indonésienne constitue l'une des trois priorités du PDMT. L'un des tous premiers objectifs mentionnés dans ces priorités consiste à ramener l'incidence de la pauvreté rurale à 8,2% de la population d'ici à 2009. Selon le PDMT, les éléments indispensables à la réduction de l'incidence de la pauvreté rurale sont les suivants: i) accélération du développement rural et amélioration de la gestion des ressources naturelles, l'accent étant mis sur la création d'emplois productifs et pérennes; ii) l'amélioration des infrastructures rurales; iii) le renforcement de la participation des pauvres au développement et l'amélioration de la qualité de vie des femmes; iv) le développement des perspectives offertes aux communautés pauvres qui vivent dans des zones laissées-pour-compte en raison de leur éloignement; et v) la mise en place de dispositifs de sécurité sociale de nature à offrir une aide ponctuelle dans les périodes particulièrement difficiles.

19. **La revitalisation de l'agriculture** est un élément essentiel de l'approche adoptée dans le PDMT actuellement en vigueur à l'égard de la réduction de la pauvreté et du développement de l'emploi rural. Ce plan fixe un objectif de croissance du secteur agricole de 3,52% par an. La revitalisation agricole a pour objet d'ouvrir des perspectives d'emploi, spécialement en zone rurale, de soutenir ou de favoriser une croissance économique durable, d'améliorer les liens entre zones rurales et zones urbaines, et de faire progresser la contribution du secteur rural à la croissance de l'économie dans son ensemble. Le PDMT est axé sur six priorités en matière de développement agricole et rural: renforcer les capacités des paysans et conforter les organismes d'appui; intensifier la diversification de l'agriculture, renforcer la sécurité alimentaire et diversifier la consommation alimentaire selon les modalités respectueuses de l'environnement; stimuler la productivité et la compétitivité et accroître la valeur ajoutée des produits de l'agriculture et de la pêche; exploiter les forêts de manière à diversifier l'activité économique et à favoriser la production alimentaire; améliorer l'éducation et la santé, spécialement pour les femmes et les enfants, et développer les infrastructures des campagnes, tant sur le plan quantitatif qu'au niveau qualitatif; et renforcer la participation de tous les éléments de la société aux activités de développement rural, en assurant plus d'égalité entre hommes et femmes dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités de développement.
20. L'Indonésie a élaboré un **Plan national de développement à long terme pour la période 2005-2025**, lequel fixe plusieurs objectifs essentiels. Le premier consiste à obtenir un développement équitable: il s'agit de faire en sorte que la population défavorisée, notamment les communautés pauvres et celles qui vivent dans des régions reculées ou exposées à des catastrophes, fassent l'objet d'une plus grande attention. Deuxièmement, ce plan vise à assurer et préserver la sécurité et l'autonomie alimentaires du pays à partir de ressources alimentaires locales diversifiées, grâce au développement des capacités de production du pays, avec l'aide des organismes dont c'est le rôle, afin d'assurer que les ménages disposent des aliments dont ils ont besoin – en termes de quantité, de qualité et de sécurité – à un prix abordable. Troisièmement, ce plan a pour objet de développer les zones rurales par les moyens suivants: i) encourager les industries agroalimentaires à forte intensité de main-d'œuvre; ii) renforcer les capacités sur le plan des ressources humaines; iii) mettre en place un réseau d'infrastructures; iv) élargir l'accès aux informations et aux marchés, aux services financiers, aux perspectives d'emploi et à la technologie; et v) mettre en place des mesures

d'intervention sur les prix et des mesures commerciales de nature à favoriser les produits agricoles.

21. La **Vision 2020 et la politique du secteur agricole**. Le Ministère de l'agriculture a élaboré une stratégie de développement agricole et rural qui s'articule autour des priorités suivantes: i) développement des ressources humaines et de l'entrepreneuriat; ii) capital social; iii) productivité agricole; iv) industries agroalimentaires, systèmes de culture et pôles d'activité industrielle en milieu rural; v) expansion et productivité de l'économie rurale extra-agricole; vi) gestion des ressources naturelles; et vii) autonomisation des communautés vivant dans des zones de forêt. Vision 2020 désigne deux domaines prioritaires, à savoir l'autonomisation des femmes et des jeunes vivant en milieu rural et la reconnaissance des *adat* (droits communautaires coutumiers) ayant trait à la gestion des ressources naturelles.
22. **Régime foncier**. Le gouvernement reconnaît qu'un régime foncier moderne, efficace et efficient est indispensable à la croissance du secteur agricole. La BAPPENAS a élaboré un cadre foncier national qui fait de l'accès à la terre l'un des droits de la personne et inscrit les droits fonciers *adat* parmi les priorités d'élaboration de la politique foncière. Le projet de **stratégie nationale d'emprunt** chiffre les besoins en matière d'emprunts d'État à 31-32% du PIB en 2009. Le déficit de financement laisse penser qu'en 2009, le pays a besoin d'emprunter des fonds étrangers à hauteur de 10 à 15 billions de rupiahs indonésiennes (IDR) – soit l'équivalent de 11 à 16 milliards d'USD. Pour ce type de financement, le projet de stratégie d'emprunt identifie les priorités suivantes: i) réduction de la pauvreté; ii) investissement en faveur de la création d'emplois et des exportations; iii) infrastructures; iv) relèvement de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture; v) santé et éducation; et vi) mesures de réformes juridiques, de lutte contre la corruption et de simplification des procédures administratives. En ce qui concerne l'utilisation des prêts internationaux dans le secteur agricole, les priorités sont les suivantes: i) stimuler la production agricole et la productivité grâce à l'amélioration des systèmes vétérinaires et phytosanitaires (notamment les dispositifs de quarantaine) et appuyer la recherche-développement agricoles et le système d'enseignement et de vulgarisation agricoles; ii) améliorer et développer les installations et les infrastructures agricoles, par exemple les routes rurales et l'irrigation; iii) soutenir le développement et la production de bioessence; et iv) perfectionner les dispositifs visant à assurer le respect des normes en matière agricole.

Harmonisation et alignement

23. Pour apporter son concours, le FIDA utilise des dispositifs, des structures et des procédures harmonisés en matière de planification, de financement et de mise en œuvre des projets. Le FIDA est membre non résident de l'Équipe de pays des Nations Unies, membre du Groupe de travail sur la sécurité alimentaire aux côtés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), et membre du Groupe de travail thématique sur l'environnement, aux côtés d'autres organismes bilatéraux et multilatéraux. À l'avenir, l'assistance du Fonds sera intégrée au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

24. Au 30 septembre 2008, le FIDA avait accordé l'équivalent de 168,62 millions de DTS, soit 257,33 millions d'USD, en faveur de 13 projets en Indonésie, dont 10 ont pris fin et trois sont en cours. Le FIDA a également financé un certain nombre de dons au titre du guichet-pays et du guichet régional afin de soutenir des

projets d'investissement dans le pays. On trouvera ci-dessous une synthèse des principaux résultats et de l'impact du programme de pays tels qu'ils ressortent de l'évaluation du programme de pays effectuée en 2003.

- Puisqu'il a pour objet d'aider les petits paysans, les sans terre, les femmes et les autres groupes de population marginalisés, le portefeuille est extrêmement pertinent. Les projets sont jusqu'ici conformes aux priorités de développement retenues par l'Indonésie.
- L'efficacité des projets financés par le FIDA tient pour une large part au succès de la mise en place de groupes d'entraide.
- Sur le plan du développement institutionnel, on note un impact sensible à l'échelon local, qui tient en particulier à ce que le FIDA a encouragé la participation des ONG aux activités relevant des projets et contribué au développement des groupes d'entraide. Toutefois, il est nécessaire de faire en sorte que ces groupes soient à même d'accéder à l'autonomie en mettant en place des modalités qui leur permettront d'évoluer vers des structures plus avancées.
- L'évaluation a conclu que les projets financés par le FIDA étaient d'un rapport coût/efficacité relativement bon.
- Les groupes d'entraide constituent un moyen efficace de renforcer le rôle des femmes.
- Le FIDA n'avait pas engagé de dialogue politique avec le gouvernement, ni avec d'autres organisations des Nations Unies, institutions financières internationales (IFI) ou organismes de développement extérieurs à propos des grands enjeux du développement rural et de la réduction de la pauvreté en Indonésie. Le FIDA n'avait pas réussi à faire valoir qu'un développement rural et agricole rapide peut se traduire par une réduction potentiellement très importante de la pauvreté rurale.
- Aucun des projets financés par le FIDA n'avait été jugé très efficace; ce constat s'explique par deux facteurs: la médiocrité de la conception des projets, et l'absence de dispositions visant à s'assurer que les technologies dont l'utilisation devait être encouragée étaient adaptées à l'endroit choisi.
- Il faut rechercher un meilleur équilibre entre les aspects monétaires et non monétaires de la réduction de la pauvreté en milieu rural dans le cadre des interventions du FIDA.
- Dans la plupart des cas, la conception des projets ne prévoyait pas de stratégies visant à assurer la durabilité des interventions.
- Il convient de mettre en avant le rôle d'appui de la supervision et d'accentuer son caractère participatif; la supervision doit contribuer à surmonter les difficultés en matière de gestion financière, de passation des marchés et de S&E.
- La principale difficulté est aujourd'hui de travailler avec les administrations publiques, qui viennent d'être décentralisées, ce qui nécessite d'imaginer de nouvelles solutions institutionnelles. Des mesures vigoureuses sont nécessaires pour combattre la corruption.
- Le gouvernement constate que les partenariats forgés depuis plusieurs années par le FIDA avec le Ministère des finances, la BAPPENAS et le Ministère de l'agriculture et ses services sont fructueux et que les modalités de travail sont dans l'ensemble efficaces.

- Les ONG apportent une nouvelle dimension à la mise en œuvre des projets et leur contribution est utile. Cependant, les administrations à l'échelon national et à celui des districts sont encore en train de définir les meilleurs modes de collaboration avec les ONG.

B. Enseignements tirés

25. Les enseignements tirés durant la période couverte par le précédent COSOP peuvent se résumer comme suit. La **croissance économique** est indispensable pour réduire l'incidence de la pauvreté rurale et pour atténuer la vulnérabilité à l'égard de la pauvreté des 29% de la population qui vivent aujourd'hui au-dessus du seuil de pauvreté, mais avec moins de 2 dollars par jour. La pauvreté non monétaire est également un problème grave et la mise en place de services sociaux et d'infrastructures va continuer à jouer un rôle essentiel à cet égard. Dans la **conception des projets**, il convient de porter plus d'attention à l'accroissement de la productivité agricole et extra-agricole. L'autonomisation des pauvres ne doit pas être considérée comme une fin en soi mais comme un moyen de contribuer à réduire l'incidence de la pauvreté rurale. La conception des projets doit: i) appuyer le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché; ii) encourager le développement des marchés, des chaînes de valeurs et de l'agroalimentaire; iii) ne jamais perdre de vue la problématique hommes-femmes; iv) comprendre le point de vue des bénéficiaires; et v) imaginer des approches nouvelles et pragmatiques permettant aux pauvres d'accroître leurs revenus et de parvenir à l'autonomie sur le plan économique et favorisant l'exploitation du potentiel du secteur extra-agricole informel.
26. L'expérience montre également l'importance du **renforcement des institutions**, qui constitue un préalable à la pérennisation des groupes et organisations communautaires. De même, la **mobilisation** de l'épargne pour financer des prêts au sein des groupes d'entraide est un tremplin essentiel pour que les groupes et les individus puissent ensuite obtenir des crédits auprès d'institutions de microfinancement et du secteur bancaire structuré. Pour améliorer la performance du programme de pays, il est indispensable que les pouvoirs publics et le FIDA apportent un **appui à l'exécution suffisant**, notamment sur le plan de la gestion financière, de la passation des marchés, du S&E, de la prévention de la corruption et de la gestion des savoirs. **La participation à l'élaboration de politiques ancrées dans la réalité** doit être placée en tête des priorités dans les interventions futures du FIDA, ce qui suppose d'améliorer la gestion des savoirs remontant des opérations sur le terrain, l'analyse des politiques et le plaidoyer. Le FIDA doit explorer de manière plus dynamique les modalités de **partenariat stratégique** avec d'autres acteurs de premier plan de l'aide internationale au développement, comme par exemple les liens avec le PNUAD ou le cofinancement de programmes conjoints. À court et moyen termes, il existe un certain nombre de problèmes et de blocages sur le plan opérationnel et sur celui des procédures en ce qui concerne le **transfert du produit des prêts et des dons** accordés par les IFI de l'État central aux collectivités régionales. Compte tenu de cette situation, le FIDA doit financer les projets et programmes de l'État central en passant par le canal des ministères de cet échelon, tout en adoptant des dispositions réalistes, sur le plan institutionnel et en matière d'exécution, afin d'encourager les services centraux à déléguer les compétences et les responsabilités aux collectivités régionales en ce qui concerne la fourniture de services dans le domaine de l'agriculture et du développement rural et la mise en œuvre de programmes de réduction de la pauvreté décentralisés. Il importe de mettre en place des **synergies et une complémentarité** entre les projets d'investissement financés au moyen de prêts du FIDA et l'assistance technique et les programmes de portée plus générale financés avec le concours de dons accordés par le FIDA au titre du guichet mondial/régional. Les programmes financés par des dons doivent produire des enseignements permettant d'alimenter et d'appuyer directement le nouveau

programme de pays, afin d'améliorer la cohérence et l'impact de l'ensemble de ce programme.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA en Indonésie

27. L'avantage comparatif du FIDA découle des éléments suivants: i) la souplesse avec laquelle il s'attaque aux questions de pauvreté rurale spécifiques à la situation locale; ii) le fait qu'il cible les factions les plus pauvres de la population rurale et leurs organisations et porte une attention particulière aux femmes et aux minorités ethniques; iii) le fait qu'il cible des zones marginalisées – régions non irriguées, zones de montagne, régions côtières, etc. – qui ont besoin de toute urgence d'une aide extérieure au développement afin de remédier à l'incidence très élevée de la pauvreté rurale; iv) l'approche qui consiste à autonomiser des communautés pauvres grâce à la mise en place de groupes d'entraide reposant sur les affinités entre leurs membres et au renforcement des capacités de ces communautés à décider par elles-mêmes en ce qui concerne la gestion de leurs ressources, la définition de leurs priorités de développement et la négociation des services assurés par d'autres prestataires; v) l'utilisation de l'autonomisation des communautés comme point de départ – après avoir assuré la promotion et l'adoption de nouvelles techniques agricoles adaptées – pour enclencher l'amélioration de la productivité des activités agricoles et extra-agricoles et l'accroissement des revenus des ruraux pauvres, et l'importance que le FIDA attache à mettre en relation des groupes de ruraux pauvres avec les prestataires de services publics et privés et les services financiers ruraux; vi) la définition d'un programme de pays aligné sur les programmes et priorités du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté, ce qui a permis aux pouvoirs publics de s'approprier le programme de pays du FIDA; vii) le coût relativement bas des prêts du FIDA par rapport à ceux d'autres IFI; viii) la solidité de ses partenariats avec la BAPPENAS, le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture et d'autres services de l'État qui jouent un rôle essentiel à l'égard de la réduction de la pauvreté rurale; ix) le fait d'avoir pleinement conscience de l'importance d'agir dans le cadre des structures et dispositifs de l'État indonésien afin d'éviter d'éventuels écueils et de parvenir à une responsabilité conjointe en matière de résultats et d'impact; et x) la solidité des partenariats qu'il entretient avec les autres organismes de développement.
28. Le fait que le gouvernement et le FIDA aient travaillé ensemble à l'élaboration de ce COSOP et de la réserve de propositions de projets est un témoignage récent de la solidité du partenariat qui les unit; cette collaboration est un gage de l'appropriation du programme de pays par les pouvoirs publics et de la cohérence de ce programme avec les politiques et priorités du gouvernement, et elle constitue un fondement solide pour la réussite de la mise en œuvre du programme de pays. La richesse des enseignements et de l'expérience que le FIDA a tirés de ses opérations dans le pays au cours de 30 dernières années contribuera à favoriser une collaboration étroite entre les pouvoirs publics et le Fonds pour relever les nouveaux défis et explorer des approches innovantes de réduction de la pauvreté rurale dans le contexte de développement qui se dessine en Indonésie. Le FIDA peut jouer un rôle significatif en montrant de quelle manière l'agriculture et le développement rural participatifs à assise communautaire se traduisent par une réduction de la pauvreté rurale. En s'appuyant sur les données tirées des projets déjà mis en œuvre, le FIDA pourrait également améliorer nettement la contribution qu'il apporte à l'évolution des orientations dans un sens favorable aux pauvres et au développement institutionnel. Toutefois, la concrétisation de cette contribution aurait des répercussions opérationnelles sur les plans suivants: présence dans le pays, gestion du programme de pays, supervision et appui à l'exécution, création et renforcement des partenariats, gestion des savoirs, et analyse et diffusion des politiques. Pour que le FIDA puisse exercer une influence sur les orientations et les institutions dans un sens favorable aux pauvres et jouer un rôle concret en aidant

le gouvernement à lutter contre la pauvreté rurale, il doit être en mesure de mobiliser des partenariats avec les services de l'État et les agences de développement concernées pour s'attaquer aux facteurs déterminants de la pauvreté rurale et d'analyser et de diffuser les enseignements dégagés des opérations sur le terrain.

B. Objectifs stratégiques

29. Afin d'aider le gouvernement à atteindre ses objectifs à moyen terme, à mettre en œuvre sa vision à plus long terme de la réduction de la pauvreté rurale et à atteindre les OMD, les interventions du FIDA en Indonésie ont pour objet de donner aux hommes et femmes pauvres qui vivent dans les zones rurales visées par les opérations du FIDA les moyens d'améliorer leur sécurité alimentaire, d'accroître leurs revenus et de réduire leur pauvreté. Dorénavant, l'aide du FIDA à l'Indonésie sera axée sur le développement de l'agriculture paysanne afin de renforcer la compétitivité des petits paysans et des producteurs, d'accélérer la croissance de l'économie rurale et de lutter contre les facteurs déterminants de la pauvreté rurale compte tenu des situations locales, en prenant en considération les possibilités de partenariat et de synergies. À cet effet, les objectifs stratégiques du FIDA sont les suivants: a) élargir l'accès des populations rurales pauvres aux actifs productifs, aux technologies utiles et aux services d'appui à la production afin de stimuler la productivité agricole et extra-agricole; b) améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux infrastructures, aux marchés d'intrants et de produits et aux services financiers; et c) renforcer les capacités des ruraux pauvres à participer aux processus locaux d'élaboration des politiques et de programmation. Le programme de pays contribuera à réduire la vulnérabilité des petits paysans face aux chocs externes qu'induisent les changements et les aléas climatiques, les catastrophes naturelles et les marchés mondiaux. Par ailleurs, les besoins des minorités ethniques et le plaidoyer en faveur des peuples autochtones feront l'objet d'une attention particulière.
30. **Premier objectif stratégique: élargir l'accès des populations rurales pauvres aux actifs productifs, aux technologies utiles et aux services d'appui à la production afin de stimuler la productivité agricole et extra-agricole.** Pour atteindre cet objectif, le FIDA entend: aider les petits paysans à obtenir un accès sûr à la terre, dans un cadre individuel ou collectif (*adat*); promouvoir les évolutions techniques utiles aux pauvres et peu coûteuses faisant appel à des savoirs locaux adaptés; intensifier et diversifier la production agricole et vivrière et les sources de revenus; améliorer la gestion de l'eau au sein des exploitations; renforcer les compétences nécessaires à la création d'emplois extra-agricoles; améliorer la prestation de services à la production assurée par des intervenants privés et publics, en particulier à l'échelon des villages, en faisant appel de manière transitoire à des agents de villages et en dotant les organisations villageoises de compétences spécialisées en matière de vulgarisation agricole et de services vétérinaires.
31. **Deuxième objectif stratégique: améliorer l'accès des populations rurales pauvres aux infrastructures, aux marchés d'intrants et de produits et aux services financiers.** Pour atteindre cet objectif, le FIDA s'emploiera: à financer des infrastructures rurales indispensables de petite dimension à assise communautaire, à l'échelon des villages, ainsi que d'autres biens collectifs de nature à améliorer les moyens d'existence et la production agricole des ruraux pauvres; à instaurer des liens avec les marchés et le secteur privé et favoriser le développement des chaînes de valeur, la gestion après récolte, l'agroalimentaire et les petites entreprises rurales; et à favoriser l'accès des ruraux pauvres aux services financiers grâce à la mise en place de fonds renouvelables collectifs afin d'aider leurs membres à se constituer un capital pour financer des investissements et parer aux situations d'urgence tout en contribuant à établir des liens entre ces groupes et les institutions de microfinancement et le secteur bancaire structuré.

32. **Troisième objectif stratégique: renforcer les capacités des populations rurales pauvres à participer aux processus locaux d'élaboration des politiques et de programmation.** Pour atteindre cet objectif, le FIDA fera appel à deux séries d'activités: i) développement social et autonomisation des ruraux pauvres, femmes et hommes; cet aspect est un point de départ essentiel pour permettre aux pauvres et aux «presque pauvres» de participer de manière plus effective au processus de développement et de prendre en main leur développement social et économique; et ii) formation et renforcement des capacités des groupes d'entraide, des autres groupes d'affinité et des organisations à assise communautaire et, dans un deuxième temps, mise en relation de ces groupes au sein de fédérations afin de leur permettre de devenir des institutions rurales viables sur le plan de la maîtrise des activités, de la responsabilité et de la durabilité.
33. Le renforcement des capacités de l'État central et des collectivités locales à élaborer des politiques réalistes en faveur des ruraux pauvres sera l'un des objectifs institutionnels du programme de pays. À cet effet, le FIDA apportera un appui institutionnel adapté au gouvernement et aux autres parties prenantes, en collaboration avec les organismes de développement, afin de promouvoir des changements politiques et institutionnels au profit des ruraux pauvres. Cet appui devrait permettre aux institutions publiques d'élaborer en connaissance de cause des mesures en faveur de la réduction de la pauvreté rurale qui prennent en compte les perspectives et les priorités des ruraux pauvres et de contribuer plus efficacement au dialogue avec le gouvernement et les autres organismes de développement au sein du pays.
34. Si nécessaire, le FIDA élaborera des partenariats avec les interlocuteurs qui partagent les mêmes vues afin de procéder à des investissements dans les domaines suivants: les infrastructures rurales; l'exploitation forestière durable à assise communautaire, sans oublier les produits forestiers non ligneux; et la protection et la remise en état des rivières, des ressources en eau et de leur bassins hydrographiques, et des ressources foncières et halieutiques, y compris les ressources collectives.
35. Comme c'était déjà le cas, le programme de pays appuiera **l'intégration de la problématique hommes-femmes** dans tous les aspects de son intervention afin de renforcer le rôle des femmes en leur qualité d'agent du changement et d'amener une évolution progressive des relations entre les sexes accompagnant le développement social et économique. Les défis essentiels à relever consistent à donner à un plus grand nombre de femmes la possibilité de prendre des responsabilités et de jouer un rôle plus actif dans la prise de décision à tous les niveaux et à développer la participation des femmes – et celle de la population rurale pauvre en général – aux processus de planification et de prise de décision. Un autre axe important a trait à la nécessité d'améliorer la condition des femmes, d'alléger leurs charges de travail et de leur donner les compétences et la formation professionnelle dont elles ont besoin pour améliorer leur situation économique au sein de leur famille et de leur communauté.
36. Une **stratégie visant à assurer la durabilité** sera intégrée dès le départ à la conception des nouveaux projets d'investissement; il s'agit de renforcer l'autonomie des ruraux pauvres et de leurs organisations sur le plan économique et social de manière à leur permettre d'élaborer des moyens d'existence durables, et de faire appel aux ressources de l'État afin de reproduire ou d'élargir les approches de la réduction de la pauvreté et du développement agricole et rural dont l'expérimentation s'est avérée fructueuse.
37. La réponse apportée par le nouveau programme de pays au **changement climatique** prendra les formes suivantes: i) intégrer les mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation aux programmes de pays et aux activités relevant des projets individuels; ii) aider les ruraux pauvres et les petits paysans à

mettre en place des systèmes de culture et à faire évoluer leurs pratiques agricoles de manière à s'adapter aux différentes possibilités et contraintes découlant du changement climatique, et fournir une assistance afin de réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres et de leurs écosystèmes face aux effets du changement climatique; iii) apporter un concours aux ruraux pauvres et aux petits paysans afin qu'ils soient à même de jouer un rôle majeur dans l'atténuation du changement climatique moyennant la gestion durable des terres, des forêts et des autres ressources naturelles; iv) favoriser le renforcement des capacités locales et la production et la diffusion des savoirs utiles à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce changement ainsi qu'à la préparation des interventions en cas de catastrophes; et v) mener une action de plaidoyer auprès du gouvernement afin qu'il reconnaisse que les ruraux pauvres et les petits paysans assurent des services à l'environnement dont toute la collectivité bénéficie et qu'il les rémunère en conséquence.

38. À court terme, la réponse apportée par le nouveau programme de pays à la **hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de base** prendra les formes suivantes: i) évaluation, menée conjointement par le gouvernement et les agences internationales de développement, des effets de la hausse des prix des produits alimentaires et des pénuries alimentaires dans les régions gravement touchées; ii) réaffectation des moyens financiers de sorte que l'aide aille à la population vulnérable en situation d'insécurité alimentaire et afin de fournir des intrants agricoles aux petits paysans en vue d'accroître la production vivrière; et iii) augmentation de l'appui apporté aux programmes de banque de riz et de banque alimentaire en faveur des populations vulnérables et pauvres. À moyen et long termes, les mesures seront les suivantes: i) inciter le gouvernement à mettre en place des instruments macroéconomiques de nature à accroître l'investissement en faveur de l'agriculture et la production vivrière; ii) accroître les investissements en faveur de la productivité de l'agriculture, de la production vivrière et de la diversification des revenus; iii) augmenter les investissements en faveur de l'irrigation pour faire pousser une seconde récolte de riz ou d'une autre culture vivrière, et accroître la surface irriguée et la surface affectée à la production agricole; iv) soutenir les installations et les techniques de nature à réduire les pertes après récolte; v) accélérer les investissements dans les infrastructures agricoles; vi) favoriser une participation moins timide du secteur privé et l'aider à jouer un rôle essentiel dans les échanges de produits alimentaires et la fourniture d'intrants agricoles; et vii) aider le gouvernement à élaborer des mesures appropriées de protection sociale inscrites dans la durée ainsi que des dispositifs d'intervention en cas de crise et de protection sociale d'urgence. Les solutions retenues pour répondre à la nécessité de développer la production de **biocarburants** et de denrées alimentaires sont les suivantes: i) accroître les investissements dans la production agricole et vivrière; ii) permettre aux populations rurales pauvres et aux petits paysans de disposer des techniques, de la formation et des infrastructures essentielles dont ils ont besoin; iii) renforcer l'efficacité du mode d'utilisation et de planification des terres en ce qui concerne la production de denrées alimentaires et de biocarburants (par exemple, affecter les terres marginales plutôt que les terres les plus riches à la production de biocarburants afin d'éviter la concurrence entre ces deux types de production; iv) favoriser la sécurisation des droits fonciers des petits paysans; v) encourager les accords et les mesures de nature à instaurer des relations commerciales équitables afin de permettre une répartition plus juste des bénéfices entre les producteurs et les grandes entreprises; vi) aider le gouvernement à élaborer et appliquer des mesures propres à défendre les intérêts des pauvres et à favoriser la participation des petits paysans à la production et la commercialisation de denrées alimentaires et de biocarburants. Pour répondre à la menace que constitue la **grippe aviaire** dans le pays, le FIDA appliquera le Plan d'action consolidé des Nations Unies sur la grippe aviaire et humaine élaboré par les organismes des Nations Unies présents en Indonésie.

39. En conclusion, les objectifs stratégiques énoncés ci-dessus sont conformes aux politiques, aux stratégies et aux priorités du gouvernement (notamment le Plan national de développement à long terme 2005-2025, la Vision 2020 pour l'agriculture, le DSRP, le PDMT, les OMD en faveur de la réduction de la pauvreté et la stratégie d'emprunt récemment publiée par le gouvernement) ainsi qu'au cadre stratégique du FIDA 2007-2010. L'horizon du PDMT en cours et celui du nouveau COSOP étant différents, les objectifs stratégiques sont conformes aux perspectives stratégiques à long terme retenues par le gouvernement dans son plan de développement à long terme et aux OMD.

C. Perspectives d'innovation

40. On peut distinguer deux types de perspectives d'innovation ou de reproduction en Indonésie. Le premier a trait à la reproduction de certaines initiatives expérimentées dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre de projets ayant bénéficié du concours du FIDA qui ont porté leurs fruits, par exemple: i) méthodes employées pour constituer, développer et appuyer les groupes d'entraide et d'autres groupes d'affinités, par exemple la Fondation pour un développement rural durable; ii) le ciblage des femmes dans le cadre des groupes d'entraide; et iii) une approche de la production semencière commerciale. Le second type de perspectives a trait à l'élaboration de nouvelles initiatives et innovations, par exemple: i) améliorer les services publics et privés à l'échelon des villages en faisant appel de manière temporaire à des acteurs chargés d'impulser le changement et en dotant les organisations villageoises de compétences techniques spécialisées en matière de vulgarisation agricole; et iii) mettre en place des modes innovants de collaboration avec le secteur privé.

D. Stratégie de ciblage

41. L'assistance du FIDA aura pour cibles: i) les ménages ruraux pauvres qui n'ont accès qu'à de petites parcelles de terrain, ne disposent pas d'autres actifs productifs en quantité suffisante et ont des perspectives d'emploi agricole limitées. En règle générale, les membres de ce groupe vivent dans l'insécurité alimentaire, et ils sont parfois endettés; et ii) les minorités ethniques et les autres groupes marginalisés. Compte tenu des résultats de l'analyse de pauvreté, l'intervention du FIDA ciblera les zones dont les caractéristiques sont les suivantes: i) forte incidence de la pauvreté rurale et retard important dans la réalisation des OMD; ii) grand nombre de ménages ruraux pauvres; iii) perspectives d'amélioration de la productivité agricole et d'élaboration de partenariats stratégiques avec d'autres intervenants; et iv) absence de programmes de développement agricole et rural importants bénéficiant d'une aide extérieure. Comme convenu avec le gouvernement, pour les projets d'investissement qui seront mis en œuvre dans le cadre du nouveau programme de pays, le FIDA adoptera une approche de ciblage géographique et privilégiera les pauvres, les personnes en situation d'insécurité alimentaire et les minorités ethniques vivant dans des régions non irriguées, des zones de montagne et d'autres régions marginalisées de la partie orientale de l'Indonésie, qui se caractérise par une forte incidence de la pauvreté rurale.

E. Articulation au niveau des politiques

42. Les implications des objectifs stratégiques sur le plan des politiques sont les suivantes: i) renforcer les capacités des organisations locales à prendre part à l'élaboration de mesures ancrées dans la réalité et favorables aux ruraux pauvres et à favoriser des réformes utiles aux pauvres; ii) plaider en faveur de l'affectation de moyens plus importants pour le développement agricole et rural; et iii) collaborer étroitement avec le gouvernement et les autres organismes de développement afin de mettre au point des interventions pragmatiques visant à renforcer les domaines jugés insuffisants dans le cadre de l'évaluation des politiques et des institutions dans le secteur du développement rural menée dans le contexte du système d'allocations fondé sur la performance (SAFP). Les lacunes concernent plus particulièrement l'accès à la terre, l'eau à usage agricole, la recherche et la

vulgarisation agricoles, et les marchés d'intrants et de produits agricoles, ainsi que les problèmes de responsabilité, de transparence et de corruption en zone rurale.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

43. Le cadre de gestion des résultats du COSOP fera appel aux indicateurs tirés du DSRP, du PDMT et des OMD ainsi qu'à des indicateurs spécifiques au projet afin d'évaluer les résultats et les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs stratégiques. Le dispositif de suivi de la mise en œuvre du COSOP comprendra: i) la mise au point d'indicateurs de référence et d'objectifs quantitatifs afin de mesurer les résultats et les étapes pour chacun des objectifs stratégiques pris en compte dans le cadre de gestion des résultats; ii) l'analyse des données provenant du S&E des projets et des rapports établis dans le cadre du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI); le FIDA s'emploiera à améliorer la fiabilité des données tirées du S&E des projets, la ponctualité de leur transmission et le fonctionnement des systèmes de S&E des projets, notamment en ce qui concerne les indicateurs SYGRI; iii) l'analyse des données tirées des fiches analytiques des programmes de pays et des rapports sur l'état d'avancement des projets ainsi que des informations provenant de la synthèse et des notes du SAFFP; iv) l'analyse des données des études d'impact réalisées lors de l'examen à mi-parcours et à l'achèvement d'un projet; v) l'examen et l'analyse des données contenues dans d'autres examens internes et externes (par exemple, les rapports de situation du PDMT et les rapports sur la mise en œuvre des OMD) ou dans les évaluations de projets spécifiques ou du programme de pays; et vi) l'amélioration des articulations entre les cadres logiques des projets, le cadre de gestion des résultats du COSOP et les systèmes de suivi indonésiens. Chaque année, les membres de l'équipe de gestion du programme de pays (EGPP) et les représentants des principaux ministères, des équipes de gestion de projet, des bénéficiaires des projets, des institutions coopérantes, d'un certain nombre d'organismes de développement étrangers, d'ONG et d'organisations de la société civile analyseront l'état d'avancement de la mise en œuvre du COSOP – notamment les résultats d'une enquête auprès des clients – à l'occasion d'une réunion organisée en Indonésie afin d'évaluer la performance du programme de pays. Les conclusions de cet examen annuel alimenteront le rapport annuel sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du COSOP établi à partir du cadre de gestion des résultats et des indicateurs pertinents. L'examen à mi-parcours du COSOP sera effectué en 2010/11, et le rapport d'achèvement du COSOP sera établi en 2013. À l'occasion de l'examen à mi-parcours, le FIDA s'emploiera à aligner les priorités du COSOP sur les politiques et priorités en voie d'adoption par le gouvernement et sur le nouveau PNUAD.

B. Gestion du programme de pays

44. L'EGPP sera responsable de la gestion et de la mise en œuvre du programme de pays, et elle travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble des parties prenantes afin de suivre et d'améliorer la performance du programme et de remédier à tout problème ou risque auxquels le programme ou les projets individuels pourraient être confrontés. Un examen annuel de la performance du programme de pays sera organisé afin de cerner les obstacles à la mise en œuvre du programme, de mettre en commun les expériences et les enseignements tirés des projets et de formuler des recommandations sur les questions stratégiques et opérationnelles. On s'emploiera à renforcer les synergies entre les projets d'investissement en cours et nouveaux, les activités de supervision des projets et d'appui à l'exécution, et les programmes mondiaux et régionaux d'assistance technique et de dons du FIDA afin de faciliter la réalisation des objectifs stratégiques et d'améliorer la cohérence et l'impact du programme de pays dans son ensemble.

45. Les examens à mi-parcours des projets déjà en cours seront l'occasion de s'assurer que ceux-ci sont conformes aux nouveaux objectifs stratégiques. Le FIDA participera étroitement à la supervision et à la mise en œuvre du programme de pays et des projets individuels, et la présence du FIDA dans le pays sera progressivement mise en place, ce qui devrait donner au Fonds l'occasion de travailler plus efficacement avec le gouvernement, les équipes de gestion des projets et les organismes de cofinancement. De la sorte, le Fonds sera en mesure de régler plus rapidement les questions opérationnelles et de politique générale qui se poseront durant l'exécution des projets; la performance du programme de pays et des projets individuels s'améliorera; l'apprentissage mutuel et la gestion des savoirs s'intensifieront; la concertation avec le gouvernement et les organismes de développement deviendra plus facile; les partenariats avec les autres organismes et les organisations de la société civile seront renforcés; et l'impact global du programme de pays sur la réduction de la pauvreté sera plus fort. À court et moyen termes, le FIDA financera les programmes prioritaires de dimension nationale en faveur de la réduction de la pauvreté par l'intermédiaire des ministères centraux, compte tenu des difficultés rencontrées pour transférer le produit de prêts étrangers de l'État central aux collectivités locales. Dans l'intervalle, des dispositions seront prises en matière institutionnelle et en ce qui concerne l'exécution afin d'encourager les services de l'administration centrale à déléguer aux collectivités régionales les compétences et la responsabilité en ce qui concerne les services aux populations pauvres engagées dans le développement agricole et rural et à mettre en œuvre des programmes de la réduction de la pauvreté décentralisés.
46. Le travail auprès des collectivités locales afin de renforcer leurs capacités et leurs structures constituera une action prioritaire. La supervision et l'appui à l'exécution seront intensifiés afin d'améliorer la performance du programme de pays et des projets individuels présentant des risques, en particulier dans les domaines où des progrès sont nécessaires, tels que les retards dans l'entrée en vigueur des prêts et dons, la mise à disposition des fonds de contrepartie du gouvernement, la transmission et les mouvements de fonds, la gestion financière, l'application des recommandations d'audit, la passation des marchés, et l'application effective du S&E et du SYGRI. Le FIDA et le gouvernement coopéreront étroitement afin de mettre en œuvre des initiatives innovantes et des mesures préventives visant à réduire le risque de corruption dans le cadre du programme de pays.

C. Partenariats

47. Le FIDA entend continuer à développer des partenariats stratégiques avec les organisations à assise communautaire, les services de l'État, les organismes de développement extérieurs les organisations paysannes, les ONG, le secteur privé et les organisations de la société civile afin d'assurer l'amélioration constante de la performance du programme de pays, de renforcer l'impact sur la réduction de la pauvreté rurale et d'atteindre les objectifs stratégiques. Le Ministère des finances agira en qualité de représentant de l'emprunteur, et il sera responsable de l'application des règles financières, des procédures et des mouvements de fonds, ce qui fera de lui un partenaire essentiel du FIDA. Le Fonds continuera à collaborer étroitement avec la BAPPENAS en ce qui concerne la planification, les orientations politiques et la coordination à l'échelon national; elle travaillera également de concert avec les collectivités régionales. Le FIDA collaborera avec d'autres rouages essentiels de l'État, tels que le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'intérieur, les collectivités régionales et d'autres ministères concernés afin d'améliorer l'efficacité du programme de pays. Le Fonds développera des partenariats stratégiques avec les autres institutions des Nations Unies qui ont leur siège à Rome, à savoir la FAO et le PAM, afin de plaider en faveur d'un accroissement des investissements dans le développement agricole et la réduction de la pauvreté rurale. Il agira également de concert avec d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre du PNUAD et avec des agences de développement

bilatérales et multilatérales, le gouvernement assurant la coordination d'ensemble de ces activités. Les possibilités de partenariat public-privé seront étudiées afin d'appuyer la participation des petits paysans au développement de l'agriculture de marché, leur accès aux marchés et le développement des chaînes de valeur. Le gouvernement continuera à mobiliser les ressources d'autres organismes de développement à l'appui des programmes nationaux prioritaires en faveur de la réduction de la pauvreté rurale et du développement agricole et rural, ainsi que l'aide financière du FIDA et d'autres IFI. La conception des nouveaux projets sera l'occasion de rechercher des perspectives de partenariat et de collaboration. Le FIDA participera au processus d'harmonisation et d'alignement mené au sein du pays afin d'assurer la mise en commun des expériences et des savoirs et sa participation aux concertations portant sur des thèmes en rapport avec sa mission. Les partenariats déjà en place avec les ONG internationales et locales continueront à appuyer la mise en œuvre du programme de pays.

D. Gestion des savoirs et communication

48. Les activités mentionnées ci-dessous – qui sont conformes à la stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs – ont pour objet d'améliorer les dispositions de gestion des savoirs et de communication déjà en place au cours de la période couverte par le prochain COSOP: i) l'évaluation annuelle des prestataires de service par les communautés locales alimentera le processus annuel de planification des projets; ii) le produit de l'analyse des politiques et des autres études pertinentes permettra au gouvernement d'élaborer des orientations en connaissance de cause; iii) des réunions seront organisées chaque année afin d'examiner la performance du programme de pays et des projets individuels, en vue de permettre au personnel des projets, aux services de l'État qui sont les interlocuteurs du FIDA, aux organismes de cofinancement et aux institutions coopérantes de mettre en commun les enseignements et les meilleurs pratiques; et iv) l'évaluation annuelle des politiques et des institutions dans le secteur du développement rural réalisée dans le cadre du SAFF sera mise à jour. Les futurs projets seront conçus de manière à refléter des approches clairement définies de la gestion des savoirs et de l'innovation afin d'appuyer la concertation et d'apporter un soutien aux institutions dont l'importance est jugée stratégique au cours de la période couverte par le COSOP. La masse de connaissances acquises dans le cadre de la collaboration des ONG aux projets financés par le FIDA et des échanges entre projets contribuera à enrichir le processus de gestion des connaissances. Le programme régional de mise en réseau des savoirs pour le développement rural dans la région Asie-Pacifique (ENRAP) apportera son appui au programme de pays, donnera aux autres programmes du FIDA le moyen de prendre connaissance des savoirs produits par ce nouveau programme, et servira de plateforme pour diffuser ces savoirs à d'autres.

E. Cadre de financement SAFF

49. Le montant des ressources que le FIDA mettra à disposition en faveur de l'Indonésie pendant la période couverte par le COSOP sera déterminé en application du SAFF en vigueur au Fonds. L'allocation annuelle attribuée à un pays dépend de l'évaluation du cadre sectoriel du développement rural, de notation des projets à risque (PAR), de l'indice d'affectation des ressources calculé par l'Association internationale de développement et des notes finales obtenues par le pays. Après déduction de l'enveloppe de 68,53 millions d'USD attribuée par le FIDA en faveur du projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales, approuvé en septembre 2008, le montant indicatif de l'allocation disponible pour l'Indonésie pendant la période couverte par le COSOP (2009-2013) sera de 100 millions d'USD; le montant exact sera fonction de la performance du programme de pays et des ressources disponibles au sein du FIDA. Il est prévu que le FIDA mette en œuvre deux à trois nouveaux projets au cours de cette période afin de réaliser les objectifs stratégiques et l'impact escomptés du programme de pays.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFF pour la première année du COSOP

<i>Indicateurs – COSOP année 1</i>		<i>Notes obtenues pour le secteur rural</i>
A. i)	Environnement politique et juridique des organisations rurales	3,80
ii)	Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	4,25
B. i)	Amélioration de l'accès à la terre	3,00
ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,57
iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	3,25
C. i)	Création de conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00
ii)	Climat d'investissement favorable aux entreprises rurales	3,75
iii)	Accès aux marchés d'intrants agricoles et de produits agricoles	3,25
D. i)	Accès à l'éducation en zone rurale	4,33
ii)	Représentation	4,50
E. i)	Allocation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,83
ii)	Responsabilité, transparence et corruption en zone rurale	3,67
Total des notes combinées		45,20
Moyenne des notes combinées		3,77
Notes PAR – 2007		6,0
Indice d'affectation des ressources établi par l'Association internationale de développement – 2006		3,68
Note de pays – 2008		14,516
Allocation annuelle en millions de dollars des États-Unis (2008)		22,409

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFF du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	5	3,47	-20%
Hypothèse de base	6	3,77	0%
Hypothèse haute	6	4,07	6%

F. Risques et gestion des risques

Tableau 3

<i>Risque</i>	<i>Mesure de gestion du risque</i>	<i>Indicateur</i>
Les petits paysans et leurs organisations, les prestataires de service (secteur public et privé et ONG) et les organismes publics chargés de la gestion et de la coordination des activités relevant des projets ne disposent pas de capacité suffisante en matière d'exécution et la pérennisation n'est pas assurée à l'issue des projets.	<ul style="list-style-type: none"> Continuer à assurer une formation et une assistance technique afin de renforcer les capacités institutionnelles de l'ensemble de ces groupes et organisations. Faire appel de manière temporaire à des agents villageois chargés de promouvoir le changement, intégrer au sein des organisations villageoises les compétences spécialisées en matière de vulgarisation agricole et insérer les petits paysans dans le secteur agricole commercial. Le renforcement des capacités de ces groupes et organisations constitue le fondement de leur 	<ul style="list-style-type: none"> Conception du projet prévoyant des dispositions suffisantes en matière d'exécution du projet. Mise en place d'un appui intensif à l'exécution afin d'améliorer la mise en œuvre.

<i>Risque</i>	<i>Mesure de gestion du risque</i>	<i>Indicateur</i>
	pérennisation.	
Pas d'amélioration des insuffisances en ce qui concerne la performance du cadre sectoriel du développement rural (par exemple, accès à l'eau à usage agricole; accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole; accès aux intrants agricoles et aux marchés de produits; et responsabilité, transparence et corruption en zone rurale).	<ul style="list-style-type: none"> Le programme comporte un nouveau volet portant sur l'analyse des politiques et la concertation moyennant le travail en partenariat avec les autres agences de développement. Promouvoir la transparence et la bonne gouvernance sur le plan local dans le cadre de l'ensemble des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Résultat de la concertation avec le gouvernement et les autres organismes de développement. Application de la législation anticorruption.
Incapacité à mettre en œuvre la stratégie de réduction de la pauvreté et la politique du secteur agricole.	<ul style="list-style-type: none"> Suivre étroitement l'application du programme défini à l'occasion de la concertation grâce au cadre de gestion des résultats. Participer de manière dynamique aux consultations de suivi avec le gouvernement et les autres organismes de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des résultats du COSOP en ce qui concerne des questions de politique générale.
Poursuite de la flambée des prix susceptibles d'induire de l'agitation sociale.	<ul style="list-style-type: none"> Privilégier l'amélioration de la productivité et le développement d'une agriculture de marché pour les petits paysans. 	<ul style="list-style-type: none"> La conception des projets prévoit des mesures appropriées en ce qui concerne l'exécution des projets.
Obstacles et blocages de nature opérationnelle et procédurale affectant le transfert du produit des prêts et dons des IFI au gouvernement central et aux collectivités régionales, ce qui gêne la bonne exécution du programme de pays et la réalisation des objectifs stratégiques.	<ul style="list-style-type: none"> Envisager d'appuyer exclusivement les ministères centraux pour les projets et programmes de portée sectorielle ou sous-sectorielle. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des projets en réserve.
L'action dans le cadre de programmes établis par l'État central peut se traduire par une participation et une coopération insuffisante avec les kabupaten (autorités du district) et les kecamatan (autorités du sous-districts).	<ul style="list-style-type: none"> Adopter des dispositions pragmatiques sur le plan institutionnel et celui de la mise en œuvre afin d'encourager la poursuite de la décentralisation et la délégation des compétences aux collectivités régionales et aux communautés locales. 	<ul style="list-style-type: none"> La conception des projets prévoit des dispositions adaptées en ce qui concerne leur exécution.
Les capacités des collectivités locales en matière de gestion des actifs et d'amélioration des services proposés aux populations pauvres sont insuffisantes.	<ul style="list-style-type: none"> Engager une collaboration plus étroite avec les collectivités locales et faire connaître les succès obtenus dans le cadre des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> La conception des projets prévoit des dispositions adaptées en ce qui concerne leur exécution.

COSOP consultation process

1. The COSOP formulation and consultation included the following steps:
 - (a) **Planning and Approval of the COSOP Process:** An initial COSOP formulation plan was prepared in September 2007 with a timeline for the studies, activities and workshops and terms of reference and budget required.
 - (b) **Establishment of a Country Programme Management Team (CPMT):** A CPMT was established in November 2007, with a group of key stakeholders both within IFAD and at country level to provide guidance and feedback when required during the entire cycle of COSOP design and implementation.
 - (c) **Preparation of Draft COSOP:** In October 2007 – April 2008, with three in-country consultations with the government, including a gender sensitive Baseline Poverty Analysis was prepared.
 - (d) **Government Internal Review of the Draft COSOP:** In May 2008.
 - (e) **COSOP Design Mission and Consultation on the draft COSOP:** A Stakeholders Consultation Workshop on the Draft COSOP was organised by Bappenas on 11th June 2008 in Jakarta with participation of representatives from key Government agencies, external development partners and civil society organizations. An aide memoire was signed between the mission and the government; and the COSOP was revised in the light of the comments received.
 - (f) **In-house Reviews:** The Draft COSOP was reviewed within IFAD by a peer review, an OSC review and Quality Assurance Review in October 2008.
 - (g) **Endorsement of the COSOP by Government:** The revised COSOP was submitted to Government for its endorsement in October 2008.
 - (h) **Board Review.** The COSOP will be submitted to the Executive Board for review in December 2008.
2. **Government ownership:** Government took its own initiatives to prepare part of the country strategy, including:
 - An analysis of the government's policies and priorities for rural poverty reduction, agricultural and rural development.
 - Proposed priority sectors/sub-sectors for IFAD support in rural poverty reduction, agricultural and rural development.
 - An assessment of IFAD's value added in rural poverty reduction, agricultural and rural development.
 - Preparation of project proposals for possible IFAD financing during 2009-2013.
 - Detailed review of the draft country strategy.

Country economic background

Land area (km² thousand) 2005 1/	1 812	GNI per capita (US\$) 2005 1/	280
Total population (million) 2005 1/	220.56	GDP per capita growth (annual %) 2005 1/	4
Population density (people per km²) 2005 1/	122	Inflation, consumer prices (annual %) 2005 1/	10
Local currency	Rupiah (IDR)	Exchange rate: US\$1 = 9 300 IDR	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1999-2005 1/	1.3	GDP (US\$ million) 2005 1/	87 217
Crude birth rate (per thousand people) 2005 1/	20	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2005 1/	7	2000	4.9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2005 1/	28	2005	5.6
Life expectancy at birth (years) 2005 1/	68	Sectoral distribution of GDP 2005 1/	
Number of rural poor (million) (estimate) 1/	n/a	% agriculture	13
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% industry	46
Total labour force (million) 2005 1/	107.21	% manufacturing	28
Female labour force as % of total 2005 1/	38	% services	41
Education		Consumption 2005 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2005 1/	117 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	8
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2005 1/	n/a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	27
Daily calorie supply per capita	n/a	Balance of Payments (US\$ million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2004 2/	29	Merchandise exports 2005 1/	86 226
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2004 2/	28	Merchandise imports 2005 1/	69 498
Health		Balance of merchandise trade	16 728
Health expenditure, total (as % of GDP) 2005 1/	3 a/	Current account balances (US\$ million)	
Physicians (per thousand people)	0 a/	before official transfers 2005 1/	-1 527
Population using improved water sources (%) 2004 2/	77	after official transfers 2005 1/	929
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a		2
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	55	Foreign direct investment, net 2005 1/	195
Agriculture and Food		Government Finance	
Food imports (% of merchandise imports) 2005 1/	8	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2005 1/	n/a
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2005 1/	1 360 a/	Total expenditure (% of GDP) 2005 1/	n/a
Food production index (1999-01=100) 2005 1/	117 a/	Total external debt (US\$ million) 2005 1/	38 300
Cereal yield (kg per ha) 2005 1/	4 312	Present value of debt (as % of GNI) 2005 1/	55
Land Use		Total debt service (% of GNI) 2005 1/	6
Arable land as % of land area 2005 1/	13	Lending interest rate (%) 2005 1/	14
Forest area as % of total land area 2005 1/	49	Deposit interest rate (%) 2005 1/	8
Irrigated land as % of cropland 2005 1/	12 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2007

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2007-2008

COSOP results management framework

Country Strategy Alignment	Key Results for the COSOP ¹			Institutional/Policy Objectives
Long Term National Development Plan (2005-2025) , Millennium development goals, National Medium Term Development Plan (MTDP) 2004-2009 and Indonesian Agricultural development Programme (2005-2009)	Strategic Objectives (SO)	Outcomes which the COSOP seeks to influence	Milestone Indicators Showing Progress Towards SOs	Policy Dialogue Agenda
<ul style="list-style-type: none"> • Rural population living below the national poverty line reduced from 14.3 % in 1990 to 7.2 % in 2015. • Proportion of underweight children < 5 years of age (weight for age) reduced from 36% in 1992² to 18% in 2015. • Enhanced Agricultural Production and Productivity: Annual agricultural growth 2004-2009, 3.52% p.a. (MTDP). • Increasing access to information and markets (LTNDP). • Population with access to improved water source (from 38.2% in 1990 to 70% in 2015) and access to appropriate sanitation facilities (from 20% in 1990 to 65% in 2015). 	<p>SO1: To improve access to productive assets, appropriate technology and production support services by smallholders, ethnic minorities and other marginalized groups.</p>	<p>In sub-districts receiving IFAD assistance:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proportion of underweight children is below 20% by 2013. • 40% of smallholders report at least 25% increase in crop and livestock production. • Improved performance rating, with a target satisfaction rate of 70% for both men and women- for all service providers (private and public). • At least 80% of the persons trained, including 30% women, have adopted the recommended technologies. • 10% of the target group households assisted to obtain long-term security to their land. 	<ul style="list-style-type: none"> • At least 3 900 self-help and interest groups formed, by type of activity, with at least 80% of them still functional three years after formation. • At least 432,000 persons trained, by sub-sector and gender (with at least 50% of women trainees). • 800 temporary change agents (m/f) trained and operating in target villages. • At least 10% increase in the number of female extension agents. 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration with IFIs and United Nations agencies ongoing. • Country led strategies focus on inclusive growth and pro-poor resource allocation and policy processes, • Government supports: (i) community approaches to the management of natural resources as well as livelihoods diversification, enhanced resilience to external shocks linked to climate change and global markets; (ii) provision for risk mitigation ; (iii) producers involvement in value chains development; (iv) improvements in the rural investment climate.
	<p>SO2 To improve access to infrastructure, inputs and outputs markets and financial services by smallholders, ethnic minorities and other marginalized groups.</p>	<p>In sub-districts receiving IFAD assistance:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60% of the rural population with access to safe drinking water and 55% with access to improved sanitation by 2013. • 50% of the target population having improved access to markets and marketing information systems. • Post harvest losses 	<ul style="list-style-type: none"> • At least 500 small scale village level rural infrastructure projects constructed and functional, by type. • 50% of the target population having improved access roads to markets. • At least 34,000 persons supported to develop off-farm, non-farm and on- 	<ul style="list-style-type: none"> • Partnerships to ensure access to land and infrastructure investments (e.g. irrigation and roads) and forest-based livelihoods. • Engaging the rural poor and their organizations in evidenced-based policy processes: poverty

¹ Based on a country programme approach, the proposed targets and milestones reflect combined impact from ongoing and prospective new projects. Baselines will be refined following COSOP review and during design of the new projects, as part of efforts to improve M&E systems. Targets and indicators will be refined when the pipeline projects are designed.

² Data are for 1992 not 1990 due to data unavailability.

Country Strategy Alignment	Key Results for the COSOP ¹			Institutional/Policy Objectives
Long Term National Development Plan (2005-2025) , Millennium development goals, National Medium Term Development Plan (MTDP) 2004-2009 and Indonesian Agricultural development Programme (2005-2009)	Strategic Objectives (SO)	Outcomes which the COSOP seeks to influence	Milestone Indicators Showing Progress Towards SOs	Policy Dialogue Agenda
		<p>reduced by 25% for the target population.</p> <ul style="list-style-type: none"> • At least 35% of the target group households with sustainable access to microfinance services and the formal banking sector. • At least 70% of smallholders report an increase in income from agriculture produce marketing. • At least 70% of the target group households reporting increased assets. • New jobs generated for at least 20% of the target group households. 	<p>farm micro-enterprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> • At least 50% of the micro-enterprises created being profitable three years from establishment. 	<p>assessments and monitoring, priority setting for public action, policy dialogue, and tracking of results.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Narrowing gaps in development achievements between men and women as measured by the GDI and GEM indicators (MTDP). • Promote equitable regional development and rural economic growth that is pro-poor, socially inclusive and gender sensitive (LTNDP/MTDP). • Decreased violence against women and children (MTDP). • Mainstream gender in all activities. 	<p>SO3: To enhance the capacity of rural poor, especially ethnic minorities and marginalized groups, to engage in local pro-poor, gender-sensitive policy and programming processes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Implementation of policies that support pro-poor growth in the rural economy and target resources to the poor, including women and ethnic minority groups. • 100% of the targeted villages with improved service delivery. • 100% of the targeted women groups with improved well being and reduced workload • At least 15% of groups with women leaders. • Gap between HDI and GDI reduced by 30%. 	<ul style="list-style-type: none"> • 75% of the target villages preparing Investment Plans in a participatory manner. • Gender training, analysis and impact monitoring in all project activities. • Policy mapping for baseline and initial scoping of required policy adjustments. 	<ul style="list-style-type: none"> • Channel for policy dialogue open between the government and development agencies. • Improved service delivery systems to support pro-growth in the rural economy based on experience and further analysis. • Strengthening capacity of central and local government for evidenced-based policy making in favour of rural poor.

Previous COSOP results management framework

	<i>Status at start</i>	<i>Status at completion</i>	<i>Lessons learned</i>
<p>A. National Strategy for Poverty Alleviation 1997/98:</p> <p>Confronted with an upsurge in poverty and great urgency the Government with massive external assistance, adopted three social safety-net packages:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Labour-intensive community-based public works schemes. • Subsidies to control the price of nine basic commodities. • Large programmes to sustain education and health services. <p>Rural specific actions were:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>P4K</i> micro-credit and institutional support (supported by IFAD since 1987) 	<p>Economy – 1999</p> <ul style="list-style-type: none"> • GNI per capita (Atlas method) US\$580 • Growth rate GDP 0.8% • Agricultural sector growth rate 2.7%. • Consumer price inflation 20.5% • Agriculture GDP contribution 17.2% • Agricultural employment 43% • Total external debt 113% of GNP <p>Poverty - 1999</p> <ul style="list-style-type: none"> • National 23.4% (48.0 million) • Rural areas 26.0% (32.3 million) • Urban areas 19.4% (15.6 million) • Maximum 54.8% Papua • Minimum 4.0% Jakarta • Gini coefficient national 0.317 <p>Human Development 1999 - Value and Ranking (UNDP HDR 2001)</p> <ul style="list-style-type: none"> • HPI-1: 21.3% , 38th out of 90 • HDI: 0.677, 102nd out of 162 • GDI: 0.671, 92nd out of 146 	<p>Economy – 2006¹ data</p> <ul style="list-style-type: none"> • GNI per capita (Atlas method) US\$1,420 • Growth rate: GDP 5.5% p.a. • Agricultural sector growth rate 3.0% p.a. • National inflation rate 6.6% • Agriculture GDP contribution 14 % • Agricultural employment 43% • External debt 49.7% of GNI <p>Poverty – 2004 (most recent data)²</p> <ul style="list-style-type: none"> • National 16.7% (36.2 million) • Rural areas 20.1% (24.8 million) • Urban areas 12.1% (11.4 million) • Maximum 38.7% Papua • Minimum 3.8% Jakarta • Gini coefficient national 0.348 <p>Human Development 2004 - Value and Ranking (UNDP HDR 2006)</p> <ul style="list-style-type: none"> • HPI-1: 18.5% , 41st out of 102 • HDI: 0.711, 108th out of 177 • GDI: 0.704, 81st out of 136 	<p>Economic growth has been, and will continue to be, fundamental to reducing:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The incidence of rural poverty (the highest poverty rates are in Eastern Indonesia but the largest numbers of poor are in East and Central Java). • The disparities between the rural and urban areas and between the provinces. • The vulnerability of the 32% of the population that lives above the poverty line but on less than US\$2 per day to falling below the poverty line. <p>Non-income poverty is serious and the delivery of social services and provision of infrastructure is, and will be, fundamental to reducing poverty.</p> <p>Targeting public spending to the poor can assist in income and non-income poverty.</p>

¹ COSOP period was originally 1999-2002 but was not updated until 2007/08 and guided project design until 2006, hence 2006 is used as the end date; employment data August 2006.

² 2004 is the most recent year for which poverty and HDI data are both available.

<p>for 80,000 groups in 12 provinces.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>IDT</i>, grants to 28,000 less developed villages for distribution to groups. • <i>PKK</i>, block grants to 4,200 <i>kecamatan</i>s mostly for revolving fund credit for village level economic projects. 			
COSOP Strategic Objective			
<p>Strategic Objective 1 Transform the vicious cycle of poverty into a virtuous process of development, in the most critical agricultural areas and for the most destitute segments of the rural population.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD to focus on the rainfed areas (low land and upland) of the poorest provinces where poverty rates are higher than the national average, farmers are unable to achieve food self-sufficiency with their farming activities alone and where other agencies are less willing to work. • IFAD should also continue to focus on micro-credit, with a focus on promoting local capital formation as a key element of a strategy based on building the resilience of the poor. • New investments also to be directed to: (i) labour intensive community-managed rural infrastructure; (ii) development of small enterprises, identifying off-farm income generating operations; and (iii) building local institutions at grass-roots level, with enhanced collaboration with NGOs. • IFAD to expand the target group to include ethnic minority communities, often neglected by Government, landless urban migrants willing to resettle in rural areas, rural youth and alienated or voiceless poor. • IFAD to continue to test new ideas in the 	<ul style="list-style-type: none"> • The 2003 CPE found that the 1998 COSOP was satisfactory in terms of poverty targeting, emphasis on community development and local institution-building, but as well as the subsequent projects did not give the same and necessary emphasis as the Government on rural economic growth based on higher crop and livestock production and greater value added in the rural economy. • The CPE's performance ratings for the five projects that were operating at the start of the COSOP period varied and only EISCDP and P4K/III were assessed as likely to be sustainable. The projects were all assessed as being relevant. 	<ul style="list-style-type: none"> • The need to find new and workable solutions to raising incomes and empowering the poor and the importance of the informal non-farm sector. • The need to ensure a balance between investing in empowering the poor and raising farm and non-farm productivity. • The importance of institution building as the output of participatory processes and as a pre-requisite for the sustainability of community groups. • Savings mobilisation for lending within self-help groups is an important stepping stone before groups and individuals access credit from MFIs and the banking sector. • The need to: (i) support the move from subsistence agriculture towards a market based economy; and (ii) promote the development of markets and market-linkages/ value chain and agro-processing. • Farming systems are location specific

	field of rural poverty alleviation and to have a closer association with NGOs and involvement with the In-Country Resource Group.		and farmers need a range of options. <ul style="list-style-type: none"> The practical and strategic needs of women as a cross-cutting issue. Community participation in village infrastructure investment, O&M contributes to an enhanced sense of ownership and responsibility for the schemes or facilities.
C. IFAD Operations	<p>Five projects had closed and five were ongoing. Performance of the ongoing projects was assessed a by the CPR in July 1998 (see below).</p> <p>Following the 1997/98 financial crisis and depreciation of the IDR the CPR:</p> <ul style="list-style-type: none"> Estimated savings of US\$34 million of which US\$25 million was cancelled for use by new projects. Reallocated costs - East Java Rainfed Agriculture Project (EJRAP), EISCDP and EISFSLDP. Increased IFAD financing percentages for EISCDP, EISFSLDP and P4K/III. 	<ul style="list-style-type: none"> Five projects closed during the COSOP period: South Sumatera Smallholder Tree Crops Development Project (SSSTCDP), EJRAP, P4K/III (Pembinaan Peningkatan Pendapatan Petani Kecil), the Eastern Islands Smallholder Cashew Development Project (EISCDP), Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project (EISFLDP) (see below for findings of the 2003 CPE which assessed their performance). Ongoing projects are: PIDRA and READ (see below under portfolio performance for status). Awaiting appraisal: <i>PNPM</i>. East Kalimantan Local Communities Empowerment Programme (EKLCEP) became effective during the COSOP period was cancelled in 2006 without a disbursement of the IFAD loan because MOF would not transfer the IFAD loan funds to West Kutai <i>kabupaten</i> as a grant. In 2003 the CPE had assessed the project design as likely to lead to sustainability and gave the project a rating as overall satisfactory. 	<ul style="list-style-type: none"> To improve project effectiveness, impact and sustainability adequate implementation support is necessary.
D. IFAD Performance			
Policy Dialogue	<p>In dialogue with <i>BAPPENAS</i> and MOA and in coordination with World Bank, AsDB and In-Country Resource Group IFAD to focus on improving the efficiency of poverty reduction through:</p> <ul style="list-style-type: none"> A genuine decentralisation of project management. Association with civil society organizations for programme/ project implementation. Formation of co-operatives at the grass root level. 	<p>The CPE found that:</p> <ul style="list-style-type: none"> IFAD was not materially engaged in policy dialogue with the Government, or other external agencies on rural development and poverty reduction issues; and is a missed opportunity. IFAD alone may not have the capacity (lack of country presence, small lending programme and lack of analytical capacity) to gain credibility in dialogue and to contribute effectively to policy reform. <p>The new READ project has US\$0.5 million of grant funds to support these activities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Attention to knowledge generation, policy analysis, policy dialogue and advocacy based on the experience from field operations should have a high priority in the new COSOP IFAD needs to work with other agencies when engaging in analytical work and policy dialogue.
Partnerships	The COSOP envisaged the following new partnerships:	Partnerships envisaged by the COSOP have not been developed. However,	<ul style="list-style-type: none"> Grant financing is essential for the TA required for capacity building

	<ul style="list-style-type: none"> • Policy dialogue to be in coordination with World Bank and AsDB and through the In-Country Resource Group. • IFAD to explore partnership with WFP for labour intensive rural infrastructure construction using food-for-work. • Despite delays with nationally executed co-financed TA IFAD to continue its relationship with UNDP due to its coordinating role in respect of poverty reduction. • IFAD to promote a closer link with AusAID whose programme is geared to poverty reduction, NTT, NTB and micro-finance. • At a later stage IFAD to approach the Overseas Economic Cooperation Fund whose programme focuses on capital intensive infrastructure projects. • IFAD to associate with an international agro-forestry institution if a new project is developed in the forest areas of Kalimantan. 	<ul style="list-style-type: none"> • AsDB continued co-financing P4K/III and the CPR in 2006 noted that there was the possibility for renewed collaboration with AsDB following the end of P4K3. • IFAD is developing a partnership with the World Bank to co-finance <i>PNPM</i> activities, with an emphasis on Papua and West Papua. • IFAD collaborated with the UNDP, Papua Development Programme, in identifying proposals for <i>PNPM</i>. • There were discussions between PIDRA and WFP over future collaboration. 	<p>and implementation support.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Co-financing/parallel financing arrangements complicate the process of project design and implementation e.g. MTR of P4K/III and run counter to the principal of having simple projects. • There is a need to establish and develop strategic partnerships with committed NGOs and community-based organizations with a good track record of working with the poor.
<p>Portfolio Performance</p>	<ul style="list-style-type: none"> • EJRAP introduced a replicable model for soil conservation accompanied by an integrated approach to food crop/cash crop/livestock development. The MTR recommended possible replication in other rainfed areas. • The performance of the SSSTCDP was unsatisfactory as farmers had lost confidence due to a failure of the coconut planting and subsequent attempts to rectify the situation. Early closure of the Loan was agreed. • The main component of EISCDP, cashew development seemed to be proceeding well, while little progress was reported with the social development components and had not been able to adopt a genuine participatory approach. The benefits of devaluation were not being passed on to the farmers because of Government's trade policies. 	<ul style="list-style-type: none"> • EJRAP: Relevance - Substantial Effectiveness - Modest Efficiency – Modest Impact on Institutional Development – Modest Impact on Women – Substantial Impact on Poverty – Modest Sustainability – Highly Unlikely Overall Project Outcome – Unsatisfactory These findings are in marked contrast to those of the assessment at the start of the COSOP. • SSSTCDP: Relevance - Substantial Effectiveness - Negligible Efficiency – Negligible Impact on Institutional Development – Modest Impact on Women – Negligible Impact on Poverty – Modest Sustainability – Highly Unlikely Overall Project Outcome – Unsatisfactory As agreed at the start of the COSOP period this project was 	<ul style="list-style-type: none"> • For co-financed projects IFAD should participate in all Review or Supervision Missions. • The two or more external financiers must undertake major review exercises e.g. MTR jointly to provide a consistent and comprehensive analysis and set of recommendations and to avoid over burdening project staff. • To be useful MTR reports must follow the standard format to be useful so as to avoid the type of MTR that IFAD prepared for P4K-Phase III. • The CPE analysis should include an assessment of the relative costs and benefits of the projects being evaluated. A crude cost per beneficiary comparison without any assessment of benefits is one sided

	<ul style="list-style-type: none"> • The activities of the EISFSLDP were having a positive impact on household incomes. Increasing activity of farmers groups and the active involvement of women were achieving social development. Coordination among different DGs was also a positive finding. Issues related to the decentralisation of project implementation to the <i>kabupatens</i> and the need for extra staff. • P4K/III was declared effective at the time of the CPR and followed P4K/II which closed in June 1998. The P4K approach was considered as one of IFAD's most effective poverty reduction project in Indonesia and Government was thinking of adopting the methodology for targeting and group formation for its poverty reduction programmes. 	<p>closed early due to the unsatisfactory performance.</p> <ul style="list-style-type: none"> • EISCDP: Relevance – High Effectiveness - Substantial Efficiency – Substantial Impact on Institutional Development – Modest Impact on Women – Negligible Impact on Poverty – Substantial Sustainability – Likely Overall Project Outcome –Satisfactory • EISFSLDP: Relevance – Substantial Effectiveness - Modest Efficiency – Modest Impact on Institutional Development – Modest Impact on Women – Negligible Impact on Poverty – Modest Sustainability – Unlikely Overall Project Outcome – Unsatisfactory • P4K/III: Relevance – High Effectiveness - Substantial Efficiency – Substantial Impact on Institutional Development – Modest Impact on Women – Substantial Impact on Poverty – Substantial Sustainability – Likely Overall Project Outcome –Satisfactory • PIDRA: The CPE in 2003 assessed the Overall Project Outcome as Unsatisfactory and Sustainability as Unlikely. In 2006, after the MTR, the CPR noted: .. <i>PIDRA is a good programme that performed very well in the first phase of its operation...</i> ... <i>the people in the targeted villages improved their food security and increased their incomes....</i> However, the MTR process associated with the Flexible Lending Mechanism resulted in an 18 month plus hiatus in IFAD funding and a reduced programme in 2005 and 2006. • READ 	<p>and can lead to misleading conclusions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • The MTR process for PIDRA under the FLM was time consuming, complex and delayed implementation e.g. the need to embark on a new round of recruitment for NGOs. • IFAD loan funds for poverty reduction projects should be transferred to local governments as grants. • An in country annual portfolio review process is necessary and has just been introduced (2007). • IFAD requires an in country presence at a senior level to participate in policy dialogue. • Even on an exceptional basis IFAD should not submit projects for EB approval before the financing has been negotiated. • IFAD should take care when specifying disbursement conditions to avoid delaying unrelated activities. • IFAD should minimise the number of times it reviews documents (e.g. TOR for preparing an agreement, the draft and final agreements) to avoid delays as negligible value is added. • IFAD should minimise the number of subsidiary agreements, which are time consuming to prepare, translate and submit to IFAD for approval, to avoid implementation delays. • Where an institution or NGO is employed under a standard IFAD approved contract no separate implementation agreement should
--	--	--	---

		<p>EB approval was in December 2004 without the loan having been negotiated Reformulated in 2006 with EB approval in December 2006 Not yet effective as of September 2008 so no results from implementation.</p>	<p>be required. Contracts should include all the provisions required.</p>
--	--	--	---

Project Pipeline for the COSOP period

In order to achieve the agreed SOs and the expected impact of the country programme, it is proposed to take a programmatic approach to the development of the pipeline projects. It is expected that during the COSOP period, IFAD will process 2 to 3 projects with complementary objectives and similar components to support smallholder agricultural productivity improvement, while the scope, sub-sector focus, geographical target area, institutional arrangements, size of financing and processing schedule may vary, depending on the nature of the projects.

The following is the outline of the Project Concept Notes with a manual of options for these projects.

Smallholder Agriculture Productivity Improvement Programme in Eastern Indonesia (SAPIP)

Possible Geographical Area of Intervention:	Selected provinces to be identified in Eastern Indonesia.
Target Group:	The poor, food insecure and ethnic minority communities in rainfed, upland, coastal and other marginalised areas with high incidence of rural poverty.
Justification and Rationale:	As agreed with the government during the formulation of the COSOP, it was agreed that in line with the future strategic focus of the government in its agricultural development strategy and programmes, the new country programme will focus on smallholder agricultural development in Eastern Indonesia for rural poverty reduction and agricultural and rural development, in view of the mandate and experience of IFAD in this area. In the context of the recent changes in commodity supply and demand conditions, the new country programme will focus on improved agricultural productivity, increased food crop production, income diversification, enhancement of the competitiveness of agricultural smallholders and producers secure access to land for the rural poor and access to markets.
Proposed Key Programme Development Goal and Objective:	In line with the strategic objectives of the COSOP of 2009-2013, the proposed programme goal is: Rural poverty reduction in the programme target area. The proposed programme objective is: Improved agriculture productivity for smallholders and economic and social empowerment of the rural women and man in the target area to achieve enhanced food security and increased incomes by: (a) improving their access to productive assets, support services for on-farm and off-farm productivity improvement, infrastructure, markets and financial services; (b) building up their social capital and bargaining power; and (c) supporting Government's efforts in pro-poor, evidence-based policy making.
Ownership, Harmonisation and Alignment:	The programme proposal is fully in line with the strategic objectives of the COSOP of 2009-2013, which is owned by the government, and harmonised and aligned with the government Medium Term Development Plan 2004-2009, the Long Term National Development Plan 2005 – 2025 and 2020 Vision and Agricultural Sector Policy. The programme will contribute to the government strategic focus of agricultural development strategy, but would not be part of a SWAP arrangement as at present there is no SWAP ready for the agricultural sector in the country.
Components and Activities:	The detailed components and activities of the programme will be designed during programme design. The broad areas for interventions would include: <ul style="list-style-type: none"> • Improvement of access to productive assets, productive support services for on-farm and off-farm productivity improvement, infrastructure, markets and financial services. • Increase of food crop production, enhancement of the competitiveness of agricultural smallholders and producers through low cost technology transfer. • Intensification and diversification of agricultural production, sources of income and food consumption. • Improvement of management of productive assets and natural resources. • Improvement of the effectiveness of productive service delivery by private and public providers to respond to the priorities of the smallholders. • Increase of land available for food and agricultural cultivation and securing of land tenure

	<p>for the rural poor.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Post harvest management, access to markets, small rural enterprise development and value chain development. • Improvement of skills for non-farm employment generation. • Support to community-based sustainable use of forests, including non-timber forest products. • Investment in key small-scale rural infrastructure at village level and other public goods that can improve the livelihoods and agricultural production of the rural poor. • Reduction of vulnerability of the smallholders to external shocks associated with climate change and variability, natural disasters and global markets, e.g. combating increasing weather insecurities and recurrent droughts. • Empowerment and social capital development of the rural poor and their organizations through formation and capacity building of community based affinity groups. • Enhancement of the role of women as agents of change and bring about a gradual transformation of gender relations in the process of social and economic development in the context of Indonesia. • Strengthening of the capacity of central and local government for evidenced-based policy making in favour of rural poor.
Proposed Programme Duration, Costs and Financing:	The programme duration would be about 6-7 years. IFAD loan of about US\$30.0-35.0 million; Government counterpart contribution of about US\$5.0-7.0 million; and beneficiary contribution of about US\$2.0 million in cash or in kind.
Organization and Management:	Central Government programme with the Food Security Agency of the Ministry of Agriculture acting as the Programme Lead Agency for design and implementation for the first SAPIP. The project designs will ensure to make feasible institutional and implementation arrangements to allow central government agencies to delegate responsibility and accountability to regional governments to deliver services to the poor in agriculture and rural development and implement decentralised poverty reduction programmes. Working with local governments to strengthen the effectiveness of their capacity and systems will be a priority. The executing agency for second and third project will depend on the nature of the project designs.
M&E Indicators:	<p>(a) The indicators for the M&E system:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proportion of underweight children is below 20% by 2013 • 40% of smallholders report at least 25% increase in crop and livestock production. • Improved performance rating, with a target satisfaction rate of 70% for both men and women- for all service providers (private and public). • At least 80% of the persons trained, including 30% women, have adopted the recommended technologies. • 10% of the target group households assisted to obtain long-term security to their land. • 60% of the rural population with access to safe drinking water and 55% with access to improved sanitation by 2013. • 50% of the target population having improved access to markets and marketing information systems. • Post harvest losses reduced by 25% for the target population. • At least 35% of the target group households with sustainable access to microfinance services. • At least 70% of smallholders report an increase in income from agriculture produce marketing. • At least 70% of the target group households reporting increased assets. • New jobs generated for at least 20% of the target group households. • Implementation of policies that support pro-poor growth in the rural economy and target resources to the poor, including women and ethnic minority groups. • 100% of the targeted villages with improved service delivery. • 100% of the targeted women groups with improved well being and reduced workload • At least 15% of groups with women leaders. • Gap between HDI and GDI reduced by 30%. <p>(b) The investment of programme will be aligned to achieve the proposed targets.</p>

	(c) Baseline survey will be undertaken in Programme Year 1. (d) The reporting system and procedures will be harmonised with the government systems.	
Risks and Risk Management:	Risk	Risk Management Measure
	Smallholders and their organizations, the service providers (public and private sector and NGOs) and government institutions managing and coordinating project activities lack sufficient implementation capacity and are not sustainable at the end of projects.	<ul style="list-style-type: none"> Continue to provide training and technical assistance to build the institutional capacity of all these groups and organizations. Using temporary village change agents and embedding agricultural extension expertise into the village organizations; and integrating smallholders with the commercial agriculture sector. Improved capacity of these groups and organizations are foundation of their sustainability.
	Failure to improve the weak areas of the performance in the Rural Development Sector Framework (e.g. access to water for agriculture namely; access to agricultural research and extension services; access to agricultural inputs and produce markets; and accountability, transparency and corruption in rural areas).	<ul style="list-style-type: none"> The new policy analysis and dialogue element in the programme, by working in partnership with other development agencies. Promote transparency and good local governance in all projects.
	Failure to implement the poverty reduction strategy and the agricultural sector policy.	<ul style="list-style-type: none"> Close monitoring of the implementation of the Results Management Framework policy dialogue agenda. Engage proactively in follow up consultations with the government and other development agencies.
	Continuous food price hikes and associated potential social unrest.	<ul style="list-style-type: none"> Focus on productivity improvement and development of market oriented agriculture for smallholders.
	Operational and procedural constraints and bottlenecks in the transfer of resources of loans and grants from IFIs from central government to regional governments hindering the smooth delivery of the country programme and achievement of the SOs.	<ul style="list-style-type: none"> To consider only supporting central government ministries in sector or sub-sector projects/programmes.
	Working with central government programmes may result in insufficient involvement of and cooperation with Kabupaten (district) and Kecamatan (sub-district) authorities.	<ul style="list-style-type: none"> Feasible institutional and implementation arrangements to encourage continued decentralisation and delegation of responsibilities to regional government and local communities.
	The weak capacity of local governments to manage assets and improve service delivery to the poor.	<ul style="list-style-type: none"> Closer engagement with local governments and through publicising project successes.
Programme Processing Schedules:	<p>First Project:</p> <ul style="list-style-type: none"> Government review of the programme proposal in third quarter of 2008. Socio-economic study in the third/fourth quarter of 2008 to identify technical, social and economic constraints and opportunities, mapping of land availability, land use planning for agriculture and selection of target provinces, districts and sub-districts as the potential programme area. Data from the WFP Food Security Atlas to be ready by end of December 2008. Design Mission in first/second quarter of 2009. Finalisation of project design in second/third quarter of 2009. Loan negotiations in fourth quarter of 2009. Submission of project for IFAD Executive Board approval in April 2010. Programme implementation in second quarter of 2010. <p>Second Project:</p> <ul style="list-style-type: none"> Socio-economic study in 2010 to identify technical, social and economic constraints and opportunities, mapping of land availability, land use planning for agriculture and selection of target provinces, districts and sub-districts as the potential programme area. 	

- | | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none">• Design Mission in first/second quarter of 2010.• Finalisation of project design in 2010.• Loan negotiations in early 2011.• Submission of project for IFAD Executive Board approval in April 2011.• Programme implementation in second quarter of 2011. <p>Third Project:</p> <ul style="list-style-type: none">• Socio-economic study in 2011 to identify technical, social and economic constraints and opportunities, mapping of land availability, land use planning for agriculture and selection of target provinces, districts and sub-districts as the potential programme area.• Design Mission in first/second quarter of 2011.• Finalisation of project design in 2012.• Loan negotiations in early 2013.• Submission of project for IFAD Executive Board approval in September 2013.• Programme implementation in late 2013. |
|--|--|

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected	Major Issues	Actions Needed
Poverty reduction	Rural communities.	<ul style="list-style-type: none"> • Incidence of poverty in rural areas higher than in urban areas. • Incidence of poverty higher in Eastern Indonesia than elsewhere, although the greatest numbers of poor people are to be found in Java. • A high proportion of the rural population is living just above the poverty line and so vulnerable to falling into poverty. 	<ul style="list-style-type: none"> • Policies, strategies and investment that focus on sustainable improvements in agricultural productivity and increasing non-farm employment in rural areas. • Continuing special focus on Eastern Indonesia. • Welfare assistance for those unable to benefit from improved agricultural productivity and increasing non-farm rural employment.
Community self-help capacity	Most upland and coastal communities and poorer groups within communities.	<ul style="list-style-type: none"> • Low capacity to plan, finance and manage activities within government structures at village level. • A lack of community participation in formulating, financing and implementing development activities leading to a lack of sustainability and a dependency on government. • Inefficient use of government funds due to corruption and leakages. • Gender inequality. 	<ul style="list-style-type: none"> • Use participatory procedures to plan, finance and manage development activities along the lines KDP has introduced. • Develop capacity of the local communities to engage successfully with government, business and financial entities. • Mainstream gender in all activities.
Working with different cultures	Many rural communities in Eastern Indonesia	<ul style="list-style-type: none"> • Divergence between traditional (<i>adat</i>) and government administrative systems at village level can hinder development. • Lack of understanding of livelihoods systems and culture of the indigenous population. 	<ul style="list-style-type: none"> • Involve the traditional (<i>adat</i>) leaders in the development process. • Service providers must understand the local culture e.g. Melanesian culture.
Agricultural productivity and rural productivity	<ul style="list-style-type: none"> • Subsistence-oriented and small-scale plantation crop farmers. • Farmers in marginal upland areas. • Coastal communities. • Farmers in forest areas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Low returns to annual and plantation crop production, inadequate management systems and inability to add value through processing and marketing. • Limited knowledge of appropriate and modern agricultural practices. • Lack of effective extension and research outreach for agriculture. • Limited and poorly organised marketing and market information systems. • Poor techniques used on sloping land, thus semi-shifting cultivation systems show low and declining productivity. • Moving of farming land, particularly in forest areas. • In Papua and West Papua multiple, overlapping, uncoordinated and short-term government and donor programmes leading to confusion, apathy, conflict, dependency and a lack of sustainability. • Destructive and unsustainable fishing techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Producers to acquire improved technology and management systems to improve production and productivity while avoiding environmental degradation. • Create effective links between small producers and public and private sector sources of technical support and market outlets. • Introduce better off-farm income generating options. • Ensure future programme activities are coordinated effectively with those of other agencies and continue providing support long enough to be sustainable. • Introducing and training forest farmers on permanent farming land. • Implement existing fisheries and environmental legislation. • Train fishermen to apply sustainable techniques. • Train farmers to apply post harvest management and supply of equipment. • Encourage local governments to place agricultural extension as one of its development priorities.
Marketing of Inputs/Outputs	Rural communities	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of supply of production of inputs. • Lack of access to markets on favourable terms and conditions to the local producers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Develop agents to supply production inputs to local communities. • Develop marketing cooperatives.
Rural finance	All poor farmers and rural people but marginal	<ul style="list-style-type: none"> • Weak policy support and regulation. • No effective rural financial institutions. • Provision of collateral required to obtain small loans. 	<ul style="list-style-type: none"> • National policy dialogue on micro-finance development, including finance for rural areas. • Availability of short, medium and long-term loans for

Priority Areas	Affected	Major Issues	Actions Needed
	upland and coastal areas most disadvantaged.	<ul style="list-style-type: none"> Reluctance of commercial banks to extend credit to small farmers, particularly for medium-term investments. Failure to mobilise savings at community level. Negative experience with past credit initiatives and absence of a banking culture among farmers and fishermen. No opportunities for farmers to access credit facilities. 	<p>production and investment for farmers and SMEs.</p> <ul style="list-style-type: none"> Banks to provide innovative financial products to overcome access and collateral difficulties. Upgrade banks staff skills to engage with small farmers Enhanced role for agribusiness SMEs in providing finance for farmers. Develop savings and financial management culture amongst rural people. Develop and improve local micro financial institutions in rural areas.
Security of land tenure	Marginal upland and indigenous communities.	<ul style="list-style-type: none"> Insecure land tenure due to poor access to registration facilities. Insecure land tenure where traditional <i>adat</i> tenure systems conflict, and in places overlap, with the formal system of land titles. Traditional systems of tenure vulnerable to takeover in commercial and cultural conflict situations. Traditional tenure unsuited for use as collateral. 	<ul style="list-style-type: none"> Raise awareness of indigenous communities to land tenure issues. Assist with process of land ownership demarcation, mapping and registration in vulnerable communities.
Rural Infrastructure	Inaccessible upland, coastal areas most disadvantaged.	<ul style="list-style-type: none"> Deteriorated or no rural infrastructure in many locations (e.g. access and farm production roads, jetties, drinking water supply schemes, markets etc.). Lack of irrigation systems in many lowland areas with irrigation potential. Lack of community involvement in provision of local infrastructure leading to lack of ownership. Lack of appropriate arrangements for O&M of rural infrastructure. 	<ul style="list-style-type: none"> Build and upgrade rural access and farm production roads and efficient, small-scale irrigation schemes, where technically appropriate and cost-effective. Build and upgrade other rural infrastructure in line with community requirements. Ensure that infrastructure investments are cost effective, without adverse environmental impacts and include appropriate arrangements for O&M.
Employment opportunities	All poor rural people.	<ul style="list-style-type: none"> Few on and off-farm employment opportunities the rural and coastal areas. 	<ul style="list-style-type: none"> Establish new small and medium enterprises and expand existing enterprises where market opportunities exist to increase employment and household incomes. Improve employment skills of poor people.
Education	Inaccessible upland, coastal areas most disadvantaged.	<ul style="list-style-type: none"> Low adult literacy rate, low school attendance and high dropout rates. Education not relevant and not synchronised with agricultural year. Vocational training not widely available. Junior and senior high schools are far from remote villages and lack dormitories, especially for girls. Despite being a local government priority funding has not been provided accordingly. 	<ul style="list-style-type: none"> Provide better facilities e.g. rural extension centers/<i>BPPs</i> and village based extension services for agricultural extension activities in villages. Make curriculum more relevant to rural conditions. Local government to implement stated policy concerning support for education e.g. budget for scholarships for children from remote villages to attend junior high school and to provide dormitories, especially for girls, at junior and senior high schools.
Health	Inaccessible upland, coastal areas most disadvantaged.	<ul style="list-style-type: none"> Health standards are worse than in other parts of Indonesia. Health facilities in rural areas often lack staff, equipment and medicines. Malaria and TB are endemic. Papua and West Papua have the highest per capita HIV/AIDS incidence in Indonesia. Despite being a priority local government has not provided funding accordingly: service provision is costly in remote areas. 	<ul style="list-style-type: none"> Provide additional budgets, expertise and infrastructure for the distribution of equipment and medicines. Ensure existing facilities are staffed and that mobile facilities are operational. Education, testing, counselling and retroviral medicines to tackle HIV/AIDS epidemic in Eastern Indonesia.

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
Enablers				
State Ministry for National Development Planning (BAPPENAS)	<ul style="list-style-type: none"> Key national policy development role with competence for national development planning and strategy formulation. Key role in coordinating multilateral development assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Less influential now MOF no longer on-granting all funds from international financing agencies to the provinces and <i>kabupatens</i>. Does not have the capacity to be involved in preparing detailed sector policies. 	<ul style="list-style-type: none"> Can play an enabling, facilitating and coordinating role in developing poverty reduction programmes. Can help formulate development strategy for an international financial institution. Opportunity to work with IFAD on the preparation of the new COSOP. 	<ul style="list-style-type: none"> Taking the lead in preparing the new COSOP for 2009-2013.
Bank Indonesia	<ul style="list-style-type: none"> Independent Central Bank in charge of monetary policy, maintaining a fluid payment system and managing and supervising the banking system. Policy roles in supporting the capacity building for local financial institutions and in providing financial services for SMEs. 	<ul style="list-style-type: none"> Previously has acted too slowly in times of financial crisis. Bank supervision has been weak. 	<ul style="list-style-type: none"> Capable of playing an enabling and facilitation role and supporting capacity building of banks participating in the new IFAD programme. 	
Ministry of Finance (MOF)	<ul style="list-style-type: none"> Well developed and generally efficient financial management system for use of IFAD funds to finance programme activities. Capacity to support decentralised project implementing agencies to establish and operate financial management systems. 	<ul style="list-style-type: none"> Very bureaucratic. Possible requirement that IFAD funds for poverty reduction are provided as loans and not grants to the <i>kabupatens</i> is inappropriate as these investments are not cost recovery projects and do not generate revenue for the local governments except in the very long-term. 	<ul style="list-style-type: none"> Can manage the Special Account, flow of funds and withdrawal applications. 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD funds for poverty reduction should be provided as grants to provinces and <i>kabupatens</i>.
Ministry of Agriculture (National)	<ul style="list-style-type: none"> As a national policy is promoting agribusiness as the means for productivity and income growth in agricultural sector. Wide range of technical and administrative capabilities. 	<ul style="list-style-type: none"> In process of changing roles to one of enabling and promoting development rather than direct implementation. Not responsible for key agricultural functions, e.g. marine affairs and fisheries, forestry, land registration. The Strategic Plan of Regional and Central Governments for agriculture have not been integrated and assessed. Regional Budget (<i>APBD</i>) for agriculture is small (less than 5%). 	<ul style="list-style-type: none"> Now needs to focus on the policy, regulatory, advisory, coordination and monitoring functions. Now needs to develop policies that promote pro-poor development as well as agri-business development. Regional governments have greater responsibilities now for designing, formulating and implementing their plans to develop their regions. Efforts to respond to outbreaks of pest and animal diseases. 	<ul style="list-style-type: none"> Important coordination role for ongoing IFAD projects and also for pipeline projects. MOA has been spending heavily to recruit farmer facilitators in

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
		<ul style="list-style-type: none"> Development has not followed land use planning. Some endemic pest and animal diseases. 	<ul style="list-style-type: none"> Local governments need to be aware of the importance of agricultural extension. 	order to meet "one village, one extension worker target".
Ministry of Forestry and Ministry of Marine Affairs and Fisheries	<ul style="list-style-type: none"> Wide range of technical and administrative capabilities. 	<ul style="list-style-type: none"> In process of changing roles to one of enabling and promoting development rather than direct implementation. 	<ul style="list-style-type: none"> Now need to focus on the policy, regulatory, advisory, coordination and monitoring functions. Now need to develop policies that promote pro-poor development. Regional governments have greater responsibilities now for designing, formulating and implementing their plans to develop their regions. 	<ul style="list-style-type: none"> These Ministries may have a role in coordinating future IFAD projects.
Ministry of Home Affairs – Directorate general for Village and Community Empowerment	<ul style="list-style-type: none"> Mandate for community empowerment. Wide experience of community empowerment through the <i>Kecamatan</i> Development Program. Extensive experienced in working with international agencies e.g. World Bank and in using of consultants. 	<ul style="list-style-type: none"> Very bureaucratic. Decentralisation has broken the line of command from Jakarta to the BPMDs in the provinces and <i>kabupatens</i>. Lacks understanding of the situation and culture in the rural areas of Eastern Indonesia. 	<ul style="list-style-type: none"> Lead agency for the new National Programme for Community Empowerment which will cover all <i>kecamatan</i>s in 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> Key agency for the IFAD component of <i>PNPM</i>.
State Ministry for the Development of Disadvantaged Regions	<ul style="list-style-type: none"> Good definition of disadvantaged regions based on poverty, service availability, budgetary allocation, disasters etc. Policy exists for the development of disadvantaged regions. Experience of projects financed by international financial institutions. 	<ul style="list-style-type: none"> Lacks capacity and relies on national consultants to undertake key activities. No presence outside Jakarta as only a coordinating agency with projects and programme implemented by decentralised agencies using the Ministry's budget and/or funds from other agencies. 	<ul style="list-style-type: none"> Using experience and lessons learned to develop investment models suitable for use in developing disadvantaged regions. 	
National Land Administration Agency	<ul style="list-style-type: none"> National Land Policy Framework recently formulated with <i>BAPPENAS</i>. Presence in all <i>kabupatens</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> Slow and expensive process for conferring titles. Capacity insufficient to meet demand. Conflicts between formal titles and <i>adat</i> land use arrangements in areas with indigenous communities. Needs to accept maps of traditional land ownership prepared in a participatory way and using modern mapping techniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Following decentralisation, village administrations should be responsible for preparing land tenure maps. Need to ensure that <i>adat</i> land use arrangements do not conflict with formal titles. Individuals can apply for title. 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD can work with BPN to increase the rate that titles are issued where IFAD is providing assistance.
Audit Board	<ul style="list-style-type: none"> Internal Government Auditor. Independent of other government agencies and decentralised. 	<ul style="list-style-type: none"> Corruption has been a problem in some instances. Outside review identified examples of 	<ul style="list-style-type: none"> Auditor for on-going and planned IFAD projects. Able to audit IFAD project accounts 	<ul style="list-style-type: none"> Project will need to send a letter of

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<ul style="list-style-type: none"> • Adequate competent staff and budget. • Audits government agencies and projects financed by international agencies. • Familiar with international auditing guidelines and the audit requirements of AsDB and World Bank financed projects. • Has received technical assistance from World Bank and AsDB. • Notifies the President of its audit results at least once a year. 	<p>poor quality work.</p>	<p>with the costs financed from their regular budget.</p>	<p>instruction (c.c. MOF and PMD) at the start of the project so BPKP can plan their audits.</p>
BULOG (Bureau of Logistics)	<ul style="list-style-type: none"> • The main mandate is to control food security through stabilizing the price of rice and rice stock at consumer and producer levels to ensure sufficient food supply in all regions in Indonesia. • Long history of intervention on stabilisation of market rice prices with wide and extensive storage facilities nationwide. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited to rice only. 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential partnership in post harvest loss management. • Linkage with smallholder producers of rice in marketing and storage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Logistical support to smallholder producers of rice in post harvest loss management, marketing and storage.
Provincial governments	<ul style="list-style-type: none"> • Attuned to provincial issues and priorities. • Wide powers and strong fiscal position for those with Special status (Aceh, Papua and West Papua). • Involved in participatory development through the <i>Kecamatan</i> Development Program (KDP). • 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor outreach and limited capacity. • Unfamiliar with commercial development issues. • Reduced role due to decentralisation process. • Weak budgeting, planning, monitoring, knowledge management, procurement, administration, financial management, tax collection and communications. • Lack ability to raise revenue locally. 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential to provide leadership in development of participatory processes and rural poverty reduction. • Can provide some technical and policy support to <i>kabupatens</i>. • Full management commitment to the principles of good governance necessary, including regular audits. 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordination role in the implementation of the IFAD programme.
Kabupaten Governments	<ul style="list-style-type: none"> • Elected by and legally responsible to communities. • Important development and administrative role following decentralisation. • Recipient of substantial government revenues. • Sub-national governments and local authorities and formal village institutions should play an important 	<ul style="list-style-type: none"> • Unfamiliar with commercial development issues and participatory development approaches. • Few independent sources of revenue. • Sub-optimal capacity and performance (old and new <i>kabupatens</i>), including weak financial management, lack of transparency, limited technical capacity, use of staff etc. • Agricultural extension services defunct. 	<ul style="list-style-type: none"> • Opportunity to provide services that meet the needs of local communities. • Opportunity to develop programmes driven by community demands. • Requirement to improve capacity for maintenance of rural infrastructure. • Requirements to improve farmers' and agricultural extension staff's facilities. • Requirements to improve capacity of 	<ul style="list-style-type: none"> • Key agencies for implementation of IFAD programme.

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<p>facilitating role in project coordination and to some extent project implementation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Some have experience with the World Bank assisted KDP and other development initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> Majority of expenditure routine rather than for development. 	<p>sub-national governments and local authorities and formal village institutions.</p>	
Kecamatan offices	<ul style="list-style-type: none"> Local knowledge. Some have experience with the World Bank assisted KDP and other development initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of capacity and facilities especially in recently established <i>kecamatan</i>s. 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunities to support the village administrations and <i>BMK</i>s. Requirements to support <i>BPP</i>s. 	<ul style="list-style-type: none"> Key level for implementing development activities.
Service Providers				
Banks (Bank Rakyat Indonesia), Regional Development Banks and Rural Credit Banks)	<ul style="list-style-type: none"> Offices throughout the major rural centres. Good performance ratings. Well supervised by Bank Indonesia. Bank Indonesia is one of the country's think tanks with enormous financial resources spent for research in agricultural profitability, market studies, financial viability and marketing studies etc. To partner with Bank Indonesia, which has branch offices in all provinces and in some capitals of <i>Kabupaten</i>, would become an asset for IFAD's interventions. State-owned <i>Bank Rakyat Indonesia</i>, the provincial development banks, <i>Bank Pembangunan Daerah</i>, and the mainly private People's Credit Banks may form the formal part of financial services. Savings and credit self-help organizations and semi-formal community-based and community-owned microfinance institutions, which are more or less developed in almost all parts of Indonesia. 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of lending products designed for rural areas. 	<ul style="list-style-type: none"> Potential exists for developing financial products suitable for rural areas. Willing to increase their activities in rural areas. 	
Agribusiness organizations	<ul style="list-style-type: none"> Good knowledge of local and export markets. Many active in developing market linkages. Competent management. 	<ul style="list-style-type: none"> Most engagement with farmers is informal and non transparent. Export markets for most local commodities poorly developed. Lack of processing activity in the more 	<ul style="list-style-type: none"> Opportunities to build on existing and potential export markets for high value local products. Potential for some local processing of local products. 	<ul style="list-style-type: none"> Government sees agribusiness growth as a major engine of

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<ul style="list-style-type: none"> • Access to finance. • The private sector plays an important role in particular in agro processing and as agriculture value chain. 	remote provinces.	<ul style="list-style-type: none"> • Potential to develop profitable links with farmers. 	development in rural areas.
International NGOs	<ul style="list-style-type: none"> • Providing humanitarian relief in response to natural and other disasters. • Some have experience in sustainable agriculture. • Capacity to deliver and evaluate many initiatives, and to respond to the real needs of communities through participatory processes, support and technical training. • Support capacity building of local NGOs through partnership programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Few agencies with substantial development activities in many provinces especially in Eastern Indonesia. • Limited understanding of commercial development issues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Build partnerships with existing organizations. • Develop interaction with provincial and district governments. 	<ul style="list-style-type: none"> • Could have a key role in implementing participatory approaches supported by IFAD.
Local NGOs, CSOs, service providers, universities	<ul style="list-style-type: none"> • Many organizations active, with different expertise, degree of community outreach and knowledge. • Some have well qualified and experienced personnel, strong grassroots base, advocacy skills and the cultural knowledge that is essential for successful grassroots development. • Important role in developing gender equity. 	<ul style="list-style-type: none"> • Some are opportunistic commercial service providers without a commitment to supporting local communities and with few community development skills. • Limited technical and management capacity for multi-sector programmes. • Local NGOs often established by Government staff to supplement their incomes. • Only a small proportion of active NGOs present at <i>kecamatan</i> and village levels. • Reliant on funding from external agencies with activities often driven by the agenda of external agencies and unsustainable. • Lack of effective engagement with local government that could benefit local communities (e.g. to resolve key issues of resource rights and economic security). 	<ul style="list-style-type: none"> • Can help programme implementation but local expertise is needed at community level. • Community activities must continue long enough to be sustainable. • Communities that have benefited from good NGO assistance desire longer-term engagements with outsiders to help their development. • Upgrading of skills is essential. 	<ul style="list-style-type: none"> • Can play a useful role (community empowerment, gender mainstreaming and livelihoods improvement), but require training and guidance.
National Farmer Organization (KTM)	<ul style="list-style-type: none"> • Operates at <i>kabupaten</i> and <i>kecamatan</i> and village levels. • Represents leading farmers and agribusinesses. 	<ul style="list-style-type: none"> • Often used as channel for government assistance. • Attention needs to be given to the transparency and accountability of 	<ul style="list-style-type: none"> • Possible roles in identifying trainers for Farmer Field Schools. 	<ul style="list-style-type: none"> • Involvement would depend on the strength of the local

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Threats	Remarks
	<ul style="list-style-type: none"> Lobbies government on behalf of members through its close links with government agriculture department programmes. 	activities.		organizations.
Target Group's Organizations				
Formal Village Institutions	<ul style="list-style-type: none"> Increased role under decentralisation. Enlightened and capable leadership is available in some communities. 	<ul style="list-style-type: none"> Weak capacity for inclusive decision making and to undertake new responsibilities in the majority of communities. Confusion of roles and responsibilities between past and new structures. Without the involvement of the <i>adat</i> institutions in areas with indigenous communities the credibility of village institutions is limited. Bottom up planning process now largely non functional. 	<ul style="list-style-type: none"> Policy environment is favourable for establishing grassroots democratic decision making processes. Key role in developing self-management capacity and conflict resolution Opportunity to embed agricultural extension capacity in the village. 	<ul style="list-style-type: none"> Pivotal role in ensuring the success of the COSOP's investment programme.
Informal or Customary Village Institutions	<ul style="list-style-type: none"> Recognised but decreased role under decentralisation. Deal with resource boundaries, compensation and personal problems related to marriages, moral deviances and <i>adat</i> matters. Commands widespread support from the community. 	<ul style="list-style-type: none"> Sustainability of some is questionable. Less authority in comparison with formal institutions and with little or no resources. Lack of engagement with government institutions. Some replicate village power relations, therefore are unsuitable for empowering the poorest. 	<ul style="list-style-type: none"> Potential to support inclusive decision making processes within formal institutions and aggregate common interest groups. Potential to promote income generation and help provide links to commercial organizations. Unsuitable for savings and credit management which require appropriate specialised institutions. 	<ul style="list-style-type: none"> Participatory development approaches need to consider the role of informal village institutions.

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor Agency	Priority Sectors and Areas of Focus	Period of Current Country Strategy	Where Complementary and Potential for Synergy
<p>World Bank Group</p>	<p>Efforts will focus on:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Improving the Climate for High Quality Investment</i> by addressing five key areas that are essential to raise the rate of investment from its current level of 20% of GDP: deepening macroeconomic stability, building a stronger financial sector, fostering a competitive private sector, building Indonesia's infrastructure, and creating income opportunities for poor households and farmers. • <i>Making Service Delivery Responsive to the Needs of the Poor</i>, by helping to revamp the management and accountability systems for service delivery to make providers more directly accountable to their clients, especially in health and education, but also in agricultural research, extension and irrigation, and in public services in general. • <i>The Core Issue of Governance</i>. Four areas will be given priority: (i) making development planning more responsive to constituents; (ii) improving public financial management; (iii) strengthening the accountability of local governments under a more coherent decentralisation framework; and (iv) enhancing the public credibility, impartiality and accessibility of the justice sector. <p>Assistance focuses on four areas: (i) Community Driven Development: about 25% of all lending; (ii) Local Services: about 40% of lending to help create accountability at the district and provincial levels; (iii) Public Utilities: about 15% of lending would help support investments in good corporate governance and efficiency in water supply and energy; and (iv) National Lending: about 20% of lending to address central problems.</p> <p>Base case lending in the range of US\$450 – US\$850 million, including US\$230 million in International Development Association (IDA) resources, a High case of up to US\$1.4 billion, and a Low case of less than US\$300 million.</p>	<p>Originally 2004-07 but extended to 2008</p>	<p>World Bank investments under two of the four areas are complementary to the IFAD programme with potential synergy.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Community Driven Development</i>: IFAD is co-financing with the World Bank the <i>PNPM</i>, the Government's national poverty reduction programme, with 30% of the IFAD Loan earmarked for supporting livelihood improvements in Papua and West Papua with the remainder of the IFAD funding allocated to the rest of the national programme. • <i>Local Services</i>: The following World Bank Group agricultural and rural developments projects can complement the IFAD Country Programme: <ul style="list-style-type: none"> (i) The Farmer Empowerment through Agricultural Technology and Information Project (2007-2011) (FEATI) in 71 districts across 18 provinces which will reshape the delivery of agricultural services (research and extension); (ii) The second phase of the Coral Reef Rehabilitation and Management Program (COREMAP) would improve the income of empowered coastal communities through the rejuvenation of the coral reef fishery, assist local government and rural coastal communities to co-manage the associated ecosystems and fisheries sustainably and introduce regulatory and policy reforms to legally empower communities to sustain reef conservation activities. (iii) The Land Management and Policy Development Project which aims to (a) improve land tenure security and enhance efficiency, transparency, and improve service delivery of land titling and registration; and (b) enhance local government capacity to undertake land management functions with great efficiency and transparency. (iv) The Bank's ongoing 11 year Water Resources and Irrigation Sector Management Programme, focuses on institutional development; the objectives are sustainable and equitable management of surface water resources and infrastructure; increased irrigation farm household incomes and more cost-effective and fiscally sustainable management of sector agencies. This reform agenda is also supported by AsDB, JBIC, GON and the EU. (v) IFC's SME Facility (PENSA), aims to help the private sector and contribute to sustained economic growth and poverty alleviation, by focusing on: (a) strengthening of banks; (b) deepening the financial sector; (c) supporting export-oriented companies, mainly in the agribusiness sector; (d) supporting infrastructure investments in power

<i>Donor Agency</i>	<i>Priority Sectors and Areas of Focus</i>	<i>Period of Current Country Strategy</i>	<i>Where Complementary and Potential for Synergy</i>
Asian Development Bank (AsDB)	<p>The strategy is to help the Government achieve higher levels of pro-poor sustainable growth and to enhance social development, with a key focus on governance and anticorruption measures in all operations. Five areas of engagement have been derived to address the main constraints:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Improved infrastructure and infrastructure services, including rural infrastructure, with increased public and private sector investment, and improved sector regulation as indicators; • Deepened financial sector, with improved domestic resource mobilization to meet long-term financing needs as the indicator; • Improved decentralisation, with increased regional spending and enhanced financial reporting as indicators; • Accelerated MDG achievement, with better water supply and sanitation, health, and education indicators; and • Strengthened environment and natural resources management, with enhanced water and marine resources management and reduced pollution as indicators. <p>ADB will provide programme lending to support the Government's medium-term reform agenda. In several sectors investment projects will focus on long-term investment and policy engagement supported by technical assistance to align assistance with emerging demands and provide more flexibility. Private sector operations are expected to expand.</p> <p>Lending is expected to increase from US\$550 million in 2006 to about US\$1 billion in 2009, with fairly consistent levels of programme lending, and increased project lending. Included is an ADF allocation of US\$200 million per 2-year period (direct poverty-related interventions and capacity development). TA commitments will remain at about US\$12 million–US\$15 million per year.</p>	2006-2009	<p>and telecommunications; and (e) supporting SMEs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • AsDB supported investment in infrastructure improvements, the financial sector, decentralisation and achievement of MDG social indicators would complement the IFAD country Programme in those areas of the country where AsDB and IFAD activities overlap. • The area where there is potential for synergy lies in environment and natural resources management, especially in respect of water resources development and management e.g. participatory irrigation, flood management in selected river basins and marine and coastal resources management, sustainable aquaculture development, integrated pest management for smallholder estate crops, rural income generation and community empowerment for rural development.

<i>Donor Agency</i>	<i>Priority Sectors and Areas of Focus</i>	<i>Period of Current Country Strategy</i>	<i>Where Complementary and Potential for Synergy</i>
UNDP and other United Nations agencies	<p>The United Nations agencies and the Government of Indonesia identified three UNDAF areas of cooperation and associated outcomes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Strengthening human development to achieve the MDGs: By 2010, improve life chances and livelihood opportunities for all through enhanced Government commitment to the MDGs, institutional support for achieving the MDGs and empowered community engagement in the achievement of the MDGs with a special focus on HIV/AIDS. • Promoting good governance: By 2010, pro-poor democratic governance is realised with enhanced accountability, capacity and participation in the 10 poorest provinces. • Protecting the vulnerable and reducing vulnerabilities: By 2010, Government and civil society have better policy, legal frameworks and mechanisms to protect vulnerable people. <p>In each case, the UNDAF outcome supports a PRSP strategic target and a focus area of the Medium Term Development Plan. The United Nation's tsunami recovery activities have been integrated into the three UNDAF areas of cooperation.</p> <p>The resource requirements are US\$1 081.7 million.</p>	2006-2010	<ul style="list-style-type: none"> • Papua Development Programme (PDP) – UNDP and Netherlands: Provides a structure within which multiple stakeholders can collaborate in strengthening local capacities for: (i) pro-poor policy development and operational planning; (ii) locally effective delivery of basic services; (iii) monitoring and evaluation of poverty reduction programmes and MDG achievements; and (iv) coordination of donor support. • Other UNDP programmes in Papua and West Papua implemented within the framework of PDP with resources being shared are: (i) Partnership for Government Reform; (ii) Governance Reform and Legislative Empowerment; (iii) Capacity 2015; (iv) Gender Mainstreaming Programme; (v) MDG Monitoring Support Programme; and (vi) Regional Poverty Reduction Strategies. • UNICEF Maternal and Child Survival, Development and Protection has three components; (i) education, school-based management; (ii) health, mother and child care; and (iii) public registration (birth certification and registration).
European Union	<p>The key objectives of EC assistance in will be poverty reduction, the promotion of sustainable economic growth through trade and investment and promoting good governance and security through better law enforcement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Education will contribute to upgrading human resources and so contribute to economic growth. Education promises the highest impact and responsiveness, including absorption capacity and will receive up to 80% of assistance. • Support to the development of trade and to improving the investment climate, will promote economic growth and boost trade with the EU. Full account will be taken of the various commitments to strengthen the social dimension of globalisation. • Assistance will aim at improving governance and 	2007-2013	<p>Support for an education sector-wide approach (“SWAP”), in line with poverty reduction and achieving <i>Education for All</i> which are both key MDGs and government priorities will improve the capacity of the rural poor and complement IFAD programme investments.</p>

<i>Donor Agency</i>	<i>Priority Sectors and Areas of Focus</i>	<i>Period of Current Country Strategy</i>	<i>Where Complementary and Potential for Synergy</i>
	<p>security through reform of the justice sector and enhanced law enforcement capacity.</p> <p>Adjustments may be needed to allow for: (i) post-tsunami reconstruction and Yogyakarta earthquake reconstruction, in particular in terms of disaster prevention and management; and (ii) long-term consolidation of the Aceh peace process.</p> <p>The indicative allocation is the equivalent of US\$640 million (€494 million) but may be supplemented by relevant regional and thematic programmes.</p>		
AusAID	<p>The chief objective is to assist Indonesia's efforts to reduce poverty and achieve sustainable economic and social development. The programme has four key components:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Improving economic management and growth through activities which support sound economic management and a strong productive private sector. • Supporting the transition to democracy, including assistance for legal and judicial reform, human rights and public accountability institutions, electoral and parliamentary processes and civil society. • Enhancing human security and stability through assistance in building competent law enforcement and emergency agencies and strengthening capacity to respond to communicable diseases e.g. avian influenza and HIV/AIDS; also conflict and disaster prevention activities. • Increasing the accessibility and quality of basic social services, particularly in Easter Indonesia, including policy development, implementation at district level and community based approaches. <p>Total assistance equivalent of US\$310 million.</p>	2006-07	<p>Depending on location and coverage many AusAID programmes are complementary as they:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Support provision of rural infrastructure e.g. roads in eastern Indonesia. • Capacity building of Indonesian national institutions for policy development. • Provision of education, health (including HIV/AIDS), water supply and sanitation services. • Reconstruction in Aceh and disaster preparedness. • Support for legal, judicial and human rights institutions and NGOs. <p>Programmes with a potential for synergy are:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Australia-Nusa Tenggara Assistance for Regional Autonomy Programme which aims to raise incomes and improve service delivery in two of the poorest provinces following an integrated approach.
Canadian International Development Agency (CIDA)	<p>The two goals are to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Support Indonesia's efforts to reduce vulnerability to poverty, focussing on three areas: (i) improved governance at the local level; (ii) growth of the small and medium-sized enterprise sector; and (iii) equitable access to, and sustainable use of natural resources; and • Provide reconstruction assistance that is coordinated, 	2005-09	<ul style="list-style-type: none"> • Activities supporting the provision of decentralised social services in Central Sulawesi, particularly health and promotion of the private sector at SME level could complement IFAD assistance provided through the recently started READ project for community development and livelihoods improvement based on agricultural development. • Protection and creation of sustainable livelihoods through equitable access to sustainable management of natural resources could have synergy with IFAD assistance for agricultural development activities supporting

<i>Donor Agency</i>	<i>Priority Sectors and Areas of Focus</i>	<i>Period of Current Country Strategy</i>	<i>Where Complementary and Potential for Synergy</i>
	<p>demand-driven, and harmonised, focussing on two areas: (i) governance; and (ii) economic and environmental rehabilitation.</p> <p>Gender issues will play a key part in all development activities. For maximum impact and to facilitate donor coordination the CIDA programme will focus primarily on the island of Sulawesi.</p>		<p>livelihoods improvement.</p> <ul style="list-style-type: none"> In Aceh and Northern Sumatera CIDA assistance for reconstruction will be coordinated with the Government's reconstruction objectives.
Department for International Development (DfID)	<p>The programme aims to provide effective development assistance meet the MDGs. Humanitarian and reconstruction assistance in response to emergencies is part of the programme. Many activities are financed together with other international agencies. The programme focuses on:</p> <ul style="list-style-type: none"> Poverty: funding for the DSF and support to the PRSP process Health and Maternal Health: support for three programmes aimed at achieving MDG 5 and 6. Environment and Governance: including governance reform to support transparent and accountable governments systems, and reflect wider civil society participation crisis prevention to assist Government and civil society to design crisis sensitive policies, mechanism and programmes to reduce vulnerabilities of communities in key areas. Tsunami and Humanitarian Aid: financial support for the Multi-Donor Fund for Aceh and Nias plus other Tsunami recovery related programmes. Civil Society: projects funded under the DfID Civil Society Challenge Fund e.g. capacity building for civil society organizations. 	??	<p>Depending on location and coverage much of the DfID support is complementary namely:</p> <ul style="list-style-type: none"> Poverty, support to the PRSP will strengthen the capability of central and local governments to understand and address the cause of poverty and vulnerability. Health and maternal health programmes with financial support provided to: (i) the UNICEF Maternal Mortality Project and collaboration with GTZ to support a new Safer Motherhood Project; (ii) a large HIV/AIDS Programme with UNDP; and (iii) a TB Programme with the World Health Organization (WHO). Environment and Governance with support for: (i) the Partnership to Support Governance Reform; and (ii) through a UNDP trust fund for the Crisis Prevention and Recovery Unit. Tsunami recovery related programmes financial support through: (i) SPADA and KDP (World Bank) Community Water Services (AsDB); and (ii) assistance for areas affected by the earthquake in Jogjakarta. <p>Assistance under the poverty component has a potential for synergy with the forthcoming IFAD programme as the DSF, a multi-donor office is managing the donor participation in <i>PNPM</i> which IFAD will co-finance.</p>
Japan	<p>Future the Japan International Cooperation Agency (JICA) assistance will be targeted in three areas.</p> <ul style="list-style-type: none"> First, at realising sustained private-sector-led economic growth by: (i) establishing fiscal sustainability; (ii) reform of the financial sector; (iii) enhancing policy-development and planning capacity in the field of infrastructure; (iv) establishing and appropriate enforcement of economy-related legal systems; and (v) fostering of supporting industries and small and medium-sized enterprises. 	??	<p>The following JICA and JBIC sub-programmes will complement the IFAD programme:</p> <ul style="list-style-type: none"> Economic, Fiscal, and Financial Policy; Transportation Network Development; ICT Network Development; SMEs and Supporting Industries Promotion; Investment Climate Promotion; Governance Reform; Improvement of Primary and Secondary Education; Improvement of Health and Medical Services; Supporting Aceh Rehabilitation and Reconstruction; and Aid Coordination, Disaster Management. <p>Assistance under the following JICA and JBIC sub-programmes could have a potential for synergy with the IFAD programme depending upon location and</p>

<i>Donor Agency</i>	<i>Priority Sectors and Areas of Focus</i>	<i>Period of Current Country Strategy</i>	<i>Where Complementary and Potential for Synergy</i>
	<ul style="list-style-type: none"> • Second, building a fair and democratic society: (i) poverty reduction; (ii) governance reform; and environmental protection. • Third, achieving peace and stability, which are prerequisites for economic growth and social progress. • JICA's project on "improvement of farmers' income: agricultural processing and rural microfinance in Indonesia" targeting on the West-Java province since 2007. <p>For the Japan Bank for International Cooperation (JBIC) assistance:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The core area is economic infrastructure improvement to improve the investment climate. • In addition, priority will be placed on: (i) human resource development and promotion of various reforms, such as the maintenance of fiscal sustainability; (iii) support for decentralisation of government in cooperation with other aid organizations; (iv) reconstruction and rehabilitation of tsunami affected areas. 		<p>coverage:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Natural Environment Conservation; Regional Development of North Eastern Indonesia; Regional Development of South Sulawesi Province; Stable Food Supply; Improvement of Rural Income and Strategic Rural Infrastructure Development; and Support for Decentralisation (including policy dialogue and implementation under a decentralised government).
<p>The German Agency for Technical Cooperation (GTZ)</p>	<p>German-Indonesian technical cooperation projects are being carried out in the provinces Central Java, Yogyakarta, East Kalimantan, and NTB and NTT and evaluated at national level. In consultation with the Indonesian Government and other donors, Development Cooperation is currently concentrating on the following priority areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Health: The focus is on improving access for poor population groups to needs-related and affordable health services through the introduction of social health insurance, policy advice and personnel capacity building. • Transport: Increasing the mobility of low-income population groups focusing on passenger shipping for the island state and local passenger transport in the Jakarta metropolitan area. • Economic reform: Growth, employment, resource- 	<p>???</p>	<p>The following GTZ programmes and projects complement the proposed IFAD programme:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Health: (i) human resources development in the health sector; (ii) policy analysis and development in the health sector; (iii) development of a social health insurance system in Indonesia; and (iv) Improvement of the district health system in NTT. • Economic reform; (i) implementation of competition law; (ii) promotion of small financial institutions; (iii) local and regional economic development in Central Java; (iv) Indonesian-German environmental programme; and (v) mini-hydropower schemes for sustainable economic development. • Decentralisation; (i) advisory service support for decentralisation; and (ii) support for good governance (including good local governance etc.) • Projects outside the priority areas: (i) rehabilitation and reconstruction of Aceh; (ii) strengthening management capacities in the Indonesian forest sector.

<i>Donor Agency</i>	<i>Priority Sectors and Areas of Focus</i>	<i>Period of Current Country Strategy</i>	<i>Where Complementary and Potential for Synergy</i>
	<p>conserving production and effective financing instruments for structurally weak regions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Decentralisation as a cross-cutting theme supporting the reform process at national and regional level and in technical respects, to ensure that the legal and regulatory system results in optimal services for citizens. 		<p>Assistance under the following GTZ project could have a potential for synergy with the IFAD programme depending upon location and coverage: (i) rural water supply and sanitation in NTT and NTB.</p>
USAID	<p>The overall goal is to: strengthen a moderate, stable and productive Indonesia. The four SOs, each associated with major USAID projects, are:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Improved quality of decentralised basic education; • Higher quality basic human services (through a newly integrated approach to community-driven development and government service delivery); • Effective democratic and decentralised governance, and • Strengthened economic growth and employment creation (through improved economic governance and competitiveness in trade and investment). 	2004-2008	<p>Depending on their location and coverage the USAID programmes and projects complement the proposed IFAD programme as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Education initiative is expected to support 9,000 public and private schools throughout Indonesia by 2010 to give youth better life and job skills by improving school management and training teachers – US\$157 million. • Promoting democratic governance supports 60 local governments as well as civic organizations in their efforts to build effective and accountable local governance, to address conflict and encourage pluralism, and to consolidate the democratic reform agenda – US\$195 million. • Basic human services programme will improve the health of local communities by using an integrated approach that combines support for health, food, nutrition, and water services – US\$311 million. <p>USAID also supports peace in conflict-affected areas; promotes judicial reform, community dialogue and religious tolerance; strengthens the capacity of the national parliament; and helps Indonesia reduce trafficking of women and children.</p>

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

<i>Typology</i>	<i>Poverty Levels and Causes</i>	<i>Coping Actions</i>	<i>Priority Needs</i>	<i>Support from Other Initiatives</i>	<i>COSOP Response</i>
Subsistence-oriented communities	<p>Moderate to severe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lack of participation in village government processes. • Insecure land tenure leading to diminution and fragmentation of farms. • Low productivity of livelihood systems. • Lack of access to affordable finance, markets, improved technology and skills training. • Lack of wage earning opportunities locally. • Poor education system and low levels of skill. • High incidence of disease and poor health services. • Lack of rural infrastructure. • Moderate levels of land and marine degradation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sell or barter surplus production immediately after harvest. • Harvest and consumption or sale of forest products. • Wage labour when available and urban and overseas migration. • Use of unsustainable cultivation and land use practises to survive. • Use of informal and non-transparent business linkages. • Borrow informal consumption credit at high cost. 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacity building for village administrations and community organizations. • Access to information, technology and finance to assist with agricultural production and off-farm income-earning opportunities, including fishing. • Assistance to gain secure land tenure. • Improved rural infrastructure (access roads, irrigation). • Better education and health services. • Increased wage employment opportunities available locally. • Building warehouse systems for helping farmers to postpone the selling of farm products during the harvest season. 	<ul style="list-style-type: none"> • KDP to be expanded under <i>PNPM</i> to cover all rural areas with government and World Bank financing. • World Bank FEATI project. 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD will target future assistance to the rainfed and coastal areas in Eastern Indonesia and elsewhere where few agricultural programmes operate. • IFAD field activities (PIDRA, READ and new programmes (incl. <i>PNPM</i>) to: (i) mobilise and empower communities and community organizations to be sustainable; (ii) increase the focus on improving rural productivity (farm, off-farm including fisheries; (iii) provide better access to public and private sector support services for agriculture, fisheries and other off-farm income generating activities. • IFAD to support for secure land tenure systems and policy. • IFAD (with other international agencies) to influence government to make pro-poor economic growth policies based on the experience and lessons learned from field operations of IFAD and other agencies. • IFAD to support improving farming systems of farmers in

<i>Typology</i>	<i>Poverty Levels and Causes</i>	<i>Coping Actions</i>	<i>Priority Needs</i>	<i>Support from Other Initiatives</i>	<i>COSOP Response</i>
					forest areas (subject to government prioritisation of IFAD future support in the COSOP).
Poor Rural Women, including women headed households	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • High workloads compared to men. • Domestic violence. • Women-headed households lack labour. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • Small-scale village processing. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • Greater opportunities for participation in community governance. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • Decreased violence against women and children a MTDP target. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • IFAD assistance will also help improve the status of rural women through gender mainstreaming, skills and vocational training and economic empowerment.
Indigenous Ethnic Minority Households	<p>As for poor plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Uncertain land tenure situation due to overlapping of <i>adat</i> and formal property rights. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • Forest resources as well as agriculture important for subsistence. • Sale of land and opening of new forest land. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor but: • With focus on the use of forest resources to meet subsistence needs. 	<ul style="list-style-type: none"> • PDP supporting MDG achievement in Papua but with little focus on livelihoods. • Some NGOs focus on community empowerment, forest conservation and land rights. 	<ul style="list-style-type: none"> • As for poor plus: • As for poor but IFAD assistance will target livelihoods improvement for indigenous ethnic minority households in Papua and West Papua under <i>PNPM</i> and Eastern Indonesia.